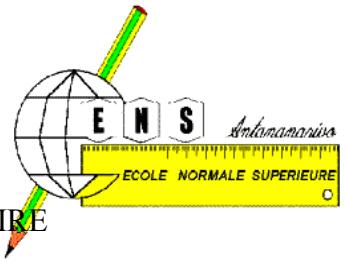




UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
ECOLE NORMALE SUPERIEURE



DEPARTEMENT DE FORMATION INITIALE LITTERAIRE
CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHES
HISTOIRE-GEOGRAPHIE

MEMOIRE EN VUE DE L'OBTENTION DU CERTIFICAT D'APTITUDE
PEDAGOGIQUE DE L'ECOLE NORMALE
(CAPEN)

LA SITUATION DES ENSEIGNANTS -FRAM :

cas du Lycée Jean Joseph Rabearivelo, dans la circonscription scolaire d'Antananarivo-Renivohitra.



Présenté par :

RANADISON Luc Zico

Membres du jury :

Président : Monsieur RAZAKAVOLOLONA Ando, Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo

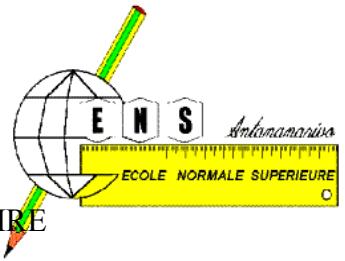
Juge : Monsieur RAKOTOVAO Noël, Assistant d'Enseignement supérieur et de recherches à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo

Rapporteur : Madame RAHONINTSOA Elyane, Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo

Date de soutenance : 13 Avril 2016



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
ECOLE NORMALE SUPERIEURE



DEPARTEMENT DE FORMATION INITIALE LITTERAIRE
CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHES
HISTOIRE-GEOGRAPHIE

MEMOIRE EN VUE DE L'OBTENTION DU CERTIFICAT D'APTITUDE
PEDAGOGIQUE DE L'ECOLE NORMALE
(CAPEN)

LA SITUATION DES ENSEIGNANTS- FRAM :

cas du Lycée Jean Joseph Rabearivelo, dans la circonscription scolaire d'Antananarivo-Renivohitra.



Présenté par : RANADISON Luc Zico

Membres du jury :

Président : Monsieur RAZAKAVOLOLONA Ando, Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo

Juge : Monsieur RAKOTOVAO Noël, Assistant d'Enseignement supérieur et de recherches à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo

Rapporteur : Madame RAHONINTSOA Elyane, Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo

DEDICACE

Je dédie cet humble travail à toutes les personnes, qui, de loin ou de près n'ont pas cessé de me soutenir aussi bien financièrement, moralement que spirituellement durant ces années de formation à l'ENS, en particulier :

- A ma femme RAZAFINDRAMAHATRA Faramalala Alice, sans qui, je n'aurai pas pu finir mes études
- A mes deux filles chéries RANADISON Tantely Nomenjanahary Miora Joana et RANADISON Anjarasoa Lorie Jessica, malgré leur jeune âge, étaient toujours à mes côtés durant ces moments difficiles
- A la PROMOTION ANKOAY, filière HISTOIRE-GEOGRAPHIE, avec laquelle des moments inoubliables sont vécus.

QUE DIEU VOUS BENISSE !

REMERCIEMENTS

« Par la grâce de Dieu je suis ce que je suis »I Corinthiens 15 :10a

D'abord, nous tenons à remercier Dieu Tout-puissant, grâce à sa bénédiction, qui nous a permis de mener à terme ce mémoire de fin d'étude.

Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance à toutes celles et ceux qui sont intervenus dans le processus de conception, de préparation, de mise en œuvre et d'amélioration du présent mémoire.

A l'issue de ces cinq années d'études à l'Ecole Normale Supérieure, l'occasion nous est ici offerte d'adresser aussi nos sincères remerciements aux nombreuses personnes qui, de près ou de loin, ont rendu possible la réalisation de ce mémoire de fin d'études.

Nos remerciements vont en premier lieu à notre directeur de mémoire Madame RAHONINTSOA Elyane, Maître de Conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo qui, avec une patience infinie, a bien voulu nous suivre et nous guider de ses précieux conseils dans l'avancement de nos travaux. Vous avez bien voulu nous faire l'honneur de défendre ce mémoire. Nous vous exprimons ici toute notre gratitude.

Nos remerciements vont aussi à notre Président du jury, Monsieur RAZAKAVOLOLONA Ando, Maître de Conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo, vous qui nous avez fait un grand honneur en acceptant de présider ce mémoire, malgré vos multiples occupations. Veuillez trouver ici le témoignage de notre profonde reconnaissance et notre profond respect.

Sans oublier de remercier notre Juge, Monsieur RAKOTOVAO Noël, Assistant d'Enseignement Supérieur et de Recherches à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo. Nous sommes très sensibles à l'honneur que vous nous faites en acceptant de juger notre travail.

Nous remercions également les responsables du MEN, de la CISCO de Tana-ville pour les appuis et tout particulièrement tous les élèves et les enseignants ainsi que tout le personnel administratif de notre établissement d'étude à savoir le lycée J. J. Rabearivelo, grâce à leur accueil chaleureux et leur disponibilité, malgré leurs occupations.

Tous nos sincères remerciements sont destinés à tous les professeurs de la CER Histoire et GEOGRAPHIE et au Centre Interuniversitaire de Recherche en Didactique (CIRD), à ses responsables qui nous ont permis de consulter autant que nous le voulions les ouvrages de leur bibliothèque.

« Que tous ceux qui ont ainsi guidé et soutenu notre travail trouvent ici l'expression de notre vive gratitude. » Mille Merci !

GLOSSAIRE

Raiamandreny : Une dénomination malgache pour appeler les parents d'élèves. Il s'agit actuellement d'un jargon très utilisé dans le monde éducatif à Madagascar, précisément par les élèves.

ENF : C'est l'abréviation de l'Enseignant Non Fonctionnaire. La même signification du maître FRAM ou Vacataire.

RESUME

L'éducation est le principal levier pour développement d'un pays. Pour Madagascar, la majorité des éducateurs sont constituées par les enseignants-FRAM, surtout dans le niveau primaire avec plus de la moitié de l'effectif. Le lycée J. J. RABEARIVELO est choisi comme zone d'étude. Cet établissement est implanté dans le quartier commercial d'Analakely qui est très spécifique du point de vue historique (avec le célèbre marché du « Zoma ») ou sur son emplacement au cœur d'Antananarivo, dans la ville basse, ainsi que sa fonction commerciale, très prisée des marchands informels.

Concernant la méthodologie de recherche, elle s'est basée sur les enquêtes qui se sont déroulées au sein de ce grand lycée tananarivien du mois de janvier au mois de décembre ainsi que les observations de classe. Elles nous ont permis de constater les réalités vécues par ces enseignants et de donner des résultats et des conclusions. En effet, ils sont encore incontournables, malgré leur manque de formation. Des solutions et des recommandations sont proposées que ce soit au niveau pédagogique qu'institutionnel afin de remédier aux problèmes du système éducatif malgache.

LISTE DES ABREVIATIONS

AN :	Assemblée Nationale
APC :	Approche Par les Compétences
APS :	Approche Par les Situations
Arr. :	Arrondissement
	AESR : Assistant d'Enseignement Supérieur de Recherche.
BEPC :	Brevet d'Etude du Premier Cycle
BDA-CUA :	Bureau et Division des Archives de la Commune Urbaine d'Antananarivo
Urbaine	
CE :	Chargé d'Enseignement
CCM :	Collège Classique et Moderne
CDI :	Contrat à Durée Indéterminée
CEG :	Collège d'Enseignement Général
CEPE :	Certificat d'Etude Primaire Elémentaire
CIRD :	Centre Interuniversitaire de Recherche en Didactique
CISCO :	Circonscription Scolaire
CMT :	Collège Moderne et Technique
ConsPéd :	Conseiller Pédagogique
CRINFP :	Centre Régional de L'Institut National de Formation Pédagogique
CUA :	Commune Urbaine d'Antananarivo
DNEP :	Direction Nationale de l'Education Primaire
DNEPM :	Direction nationale des Ecoles Privées de Madagascar
DREN :	Direction Régionale de l'Education Nationale
DRSP :	Document Stratégique Pour le Réduction de la Pauvreté
ECD :	Employé de Courte Durée
EFA :	Employé Fonctionnaire Assimilé
ELD :	Employé de Longue Durée
EMO :	Employé de la Main d'œuvre
EN :	Enseignant
ENF :	Enseignant Non Fonctionnaire
ENS :	Ecole Normale Supérieure
EPP :	Ecole Primaire Publique
EPS :	Education Physique et Sportive
EPSP :	Ecole Primaire Supérieure Professionnelle
EPT :	Education Pour Tous
ES :	Employé Spécial
ESS :	Enseignant Semi-Spécialisé
ET :	Etudiant
F :	Féminin
FPT :	Formation Professionnelle et Technologique
FRAM :	Fikambanan'ny Raiamandrenin'ny Mpianatra
hab :	Habitant

HCC :	Haute Cour Constitutionnelle
HDR :	Habilité à Diriger des Recherches
HG :	Histoire-Géographie
IMOA-EPT :	l'Initiative de Mise en Œuvre Accélérée de l'Education Pour Tous
INFP :	Institut National de Formation Professionnelle
IST :	Institut Supérieur des Technologies
JJR :	Jean Joseph Rabearivelo
Km :	Kilomètre
Km ² :	Kilomètre Carré
LMD :	Licence Master Doctorat
LOLF :	Loi Organique sur la Loi des Finances
LTP :	Lycée Technique et Professionnel
LV :	Langue Vivante
M :	Masculin
MAP :	Madagascar Action Plan
MEN :	Ministère de l'Education Nationale
MENSUPRES :	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
METFP :	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MPT :	Ministère de la Poste et des Télécommunications
Nb :	Nombre
Non Sub. :	Non Subventionné
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD :	Objectif Durable pour le Développement
OMD :	Objectif Millénaire pour le Développement

ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OTIV :	Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola
PA :	Personnel Administratif
PASCOMA :	Prévention des Accidents Scolaires à Madagascar
PAUET	Projet d'Appui d'Urgence à l'Education pour Tous
PAUSENS :	Projet d'Appui d'Urgence aux Services Essentiels de l'Education, de la Nutrition et de la Santé
PC :	Physique Chimie
PC :	Professeur Certifié
PGE :	Politique Globale de l'Etat
PIB :	Produit Intérieur Brut
PL :	Professeur Licencié
PND :	Politique Nationale pour le Développement
PR :	Parent PTF : Personnel Technique et Financier
RA :	Réalisateur Adjoint
RAD :	Raiamandreny (Parent)
SEIMAD :	Société d'Equipements et d'Immobiliers de Madagascar
Sub. :	Subventionné SEEFM :Système d'Education d'Enseignement et de Formation à Madagascar
SVT :	Science de la Vie et de la Terre
TIC :	Technologie de l'Information et de la Communication
UAP-EPT :	Unité d'Appui technique au Programme Education Pour Tous
UNICEF :	United Nations International Children's Emergency Fund
USD :	United States Dollar
ZAP :	Zone Administrative et Pédagogique

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Vue panoramique de la place de l'indépendance Analakely,	13
Photo n°02: La façade du lycée J. J. RABEARIVELO, cliché de l'auteur avril 2015.	15
Photo n°03 : La façade du bureau de la CISCO Tana-ville, cliché de l'auteur avril 2015.	16
Photo n° 05: Le « Bloc » qui abrite quelques salles de la classe de Seconde et certaines salles spécialisées, cliché de l'auteur, mai 2015.....	28
Photo n° 06: Terrain de basket du lycée J. J. RABEARIVELO, cliché de l'auteur, mai 2015	29
Photo n° 07: photos signature entre le MEN et le MPT	70
Photo n° 08: Le Président de la République lors la remise des motos au MEN	71

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 01 : plan de réalisation de la recherche et déroulement de l'enquête	6
Tableau 02 : Répartition des personnes enquêtées	8
Tableau 04: Historique du Lycée J. J. Rabearivelo :.....	17
Tableau 05: Noms des directeurs et des proviseurs successifs de l'établissement depuis les premières années.	19
Tableau n°06 : Répartition du personnel administratif selon leurs services et leurs fonctions respectives.	20
Tableau 07: Répartition du personnel enseignant par discipline :.....	22
Tableau N° 09 : Effectif des élèves par classe au lycée J. J. Rabearivelo.....	26
Tableau 10: Effectif total des enseignants dans les établissements publics et privés	37
Tableau 11: Effectif total des enseignants secondaires dans le secteur public	38
Tableau 12: le nombre d'établissements durant l'année scolaire 2007/2008 à Madagascar....	38
Tableau 13: effectif des enseignants-FRAM au sein du MEN.....	44
Tableau 14: La connaissance des enseignants vacataires.....	47
Tableau 15: Nécessité de recourir aux services des enseignants-FRAM.....	48
Tableau 16: Qualité des services offerts par les enseignants- FRAM.....	49
Tableau 17: Impact négatif de l'existence des enseignants vacataires sur l'enseignement	50
Tableau N° 18: Impact négatif de l'existence des enseignants vacataires sur les résultats des examens officiels (BEPC, BACC).	52
Tableau 1: Les solutions proposées pour améliorer la situation des ENF :	55
Tableau 21: Les variables de présage des 02 enseignants observés dans l'établissement de la zone d'étude.	56
Tableau 22: Visualisation de différentes fonctions d'enseignement mises en œuvre par les 2 Professeurs lors des observations des 2 classes.	58
Tableau 23: dossier de FINACEMENT EPT 2015, DRAFT DOSSIER MADAGASCAR....	67

LISTE DES FIGURES

Figure n°01 : Les quartiers de la colline d'Antananarivo dans la plaine de Betsimitatatra ...	14
Figure n°02 : Les axes de concentration des commerçant informels à Analakely et ses environs immédiats.....	14
Figure n°03 : représentation graphique sur la qualification du personnel enseignant du LJJR	25
Figure n°04 : Plan de masse du Lycée JJ RABEARIVELO	27
Figure n° 05: schéma du système éducatif malgache.....	34

SOMMAIRE

DEDICACE.....	3
GLOSSAIRE.....	6
LISTE DES ABREVIATIONS.....	8
LISTE DES PHOTOS.....	1
LISTE DES TABLEAUX.....	2
LISTE DES FIGURES.....	3
SOMMAIRE	4
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE: METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET DESCRIPTION GENERALE DU CADRE D'ETUDE	4
CHAPITRE I: METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET REPERES THEORICO-CONCEPTUELS.....	5
I. Programme de recherche et déroulement de l'enquête	5
II. METHODOLOGIE DE COLLECTE DE DONNEES	8
○ <i>L'élaboration du questionnaire</i>	9
III. Les notions théoriques.....	11
CHAPITRE II : DESCRIPTION GENERALE DU CADRE D'ETUDE.....	13
I. ANALAKELY ET SES SPECIFICITES	13
1. Un quartier historique.....	13
2. Un emplacement au cœur de la ville basse d'Antananarivo	14
3. Une fonction commerciale stratégique	14
I. L'ENVIRONNEMENT SCOLAIRE	15
II. LA POPULATION SCOLAIRE DU Lycée J. J. RABEARIVELO	20
III. LES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES	27
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE.....	31
DEUXIEME PARTIE :	32
ETATS DES LIEUX SUR LES REALITES DES ENSEIGNANTS-FRAM	32
CHAPITRE I : LE SYSTEME EDUCATIF A MADAGASCAR.....	33
I. LA PRESENTATION GENERALE DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE	33
II. REALITES SUR LA SITUATION DES ENSEIGNANTS FRAM	39
CHAPITRE II : ANALYSE DES RESULTATS ET LEURS INTERPRETATIONS	47

I.	Connaissance des enseignant-FRAM :	47
II.	Nécessité de recourir aux services des enseignants-FRAM :	48
III.	Qualité de services offerts par les enseignants-FRAM :	49
IV.	Impact négatif sur l'enseignement de l'existence des enseignants vacataires:	50
V.	Impact négatif de l'existence des enseignants vacataires sur les résultats des examens officiels (BEPC, BACC).	51
VI.	Principaux problèmes rencontrés par les enseignants-FRAM dans l'exercice de leur fonction :	53
VII.	Solutions proposées pour améliorer la situation ENF :	54
VIII.	OBSERVATION DE CLASSES	55
	CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE.....	61
	TROISIEME PARTIE :	62
	RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES.....	62
I.	Les initiatives de résolutions d'ordre stratégique prises par l'Etat	63
II.	La participation des parents d'élèves	65
III.	Amélioration de la situation des enseignants FRAM.....	65
IV.	Réforme des curricula	66
V.	Plaidoirie du dossier MADAGASCAR 2015, à l'UNICEF	67
	CHAPITRE II : PERSPECTIVES D'AVENIR SUR L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR	68
I.	Des postes budgétaires prévus par la loi des finances.....	68
II.	STRUCTURATION ET DYNAMISATION D'UNE STRUCTURE EN CHARGE DES ENF.....	69
	CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE	72
	CONCLUSION GENERALE	73
	BIBLIOGRAPHIE	i
	ANNEXES	iii
	FANONTIANANA HO AN'NY MPAMPIANATRA	iv
	FANONTIANANA HO AN'NY RAY AMAN-RENY	v
	FANONTIANANA HO AN'NY MPANDARHARAHA (Personnel administratif)	ix
	PLAN DE MASSE DU LYCEE J. J. RABEARIVELO	i
	TABLE DES MATIERES	i

INTRODUCTION GENERALE

« L'éducation change le monde », tel est le slogan d'une ONG¹ qui œuvre dans le secteur éducatif à Madagascar. En effet, l'éducation est considérée comme la base du développement d'un pays, c'est-à-dire qu'aucun développement n'est envisageable sans politique éducative adéquate. Ainsi, chaque nation du monde fait de son mieux pour avoir un système éducatif efficace. Les pays riches, grâce à leurs importants moyens financiers, y consacrent une grande partie de leur budget. Pour la France par exemple, environ 66 milliards d'euros en 2005, y étaient alloués en tant que premier poste de dépenses de l'Etat ; des Etats-Unis, en 2001, à concurrence de leur budget, 1,9% était consacré aux dépenses de l'éducation. Les dépenses publiques et privées octroyées à l'éducation (plus de 7 % en 2003) sont supérieures à la moyenne des pays de l'OCDE (6,3 %). Pour la Norvège, en 2003, elles représentaient 7,7 % du PIB. Quant au Japon, un peu moins de 5% du PIB sont dédiés aux dépenses d'éducation².

Pour les pays pauvres, le taux de scolarisation reste encore très faible à cause de leur budget limité. Au Bangladesh³ par exemple, au moins un tiers des enfants ne fréquentent pas l'école, en 2009. En Haïti⁴, les infrastructures font cruellement défaut et le taux d'alphabétisation est de 54,8%, seuls 1,2% de la population s'engagent dans des études supérieures. Au Niger⁵ : seuls 40% des enfants en âge scolaire bénéficient de l'enseignement où le taux d'alphabétisation atteint seulement 19%. Les dépenses du secteur éducatif de Madagascar⁶ (du Préscolaire à l'Enseignement supérieur et Alphabétisation) ont représenté 16,7% du budget de l'État en 2008 contre 13,1% en 2004. En termes de PIB, la part de l'éducation n'a représenté en 2008 que 3,6% et 3,8% en 2005. Ce manque de budget du secteur éducatif malgache a véhiculé la naissance d'une nouvelle forme d'enseignants connue sous la dénomination de « maîtres-FRAM » (Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra) qui sont payés par les associations des parents d'élèves.

Depuis quelques années, en raison d'une politique de recrutement et de la prise en charge des enseignants FRAM (octroi de subventions) par l'Etat, leur nombre a connu une forte croissance de 20,7% en moyenne par an dans les établissements publics de Madagascar, alors

¹ ONG « Aide et Action »

² Encyclopédie Encarta 2009, Microsoft Corporation.

³ <http://www.monde-diplomatique>

⁴ <http://www.monde-diplomatique>

⁵ Encyclopédie Encarta 2009, Microsoft Corporation.

⁶ Ministère de l'Education Nationale : « Repères statistiques 2009 », Direction des planifications, p. 74.

que l'effectif des fonctionnaires reste constant, lesquels représentent 58,9% de l'ensemble des enseignants en classe⁷. Cette situation a des répercussions sur les parents d'élèves ainsi que sur le bon fonctionnement de l'enseignement à Madagascar, raison pour laquelle nous avons choisi le thème suivant : « LA SITUATION DES ENSEIGNANTS FRAM : CAS DU LYCEE J. J. RABEARIVELO DANS LA CIRCONSCRIPTION SCOLAIRE D'ANTANANARIVO-RENIVOHITRA. »

- ✓ Comme déjà mentionné précédemment, l'éducation est le pilier du développement d'un pays, donc la qualité de l'enseignement importe énormément et exige beaucoup de compétences de la part des éducateurs.
- ✓ Mais actuellement, les enseignants FRAM sont devenus incontournables dans le système éducatif malgache.

Le choix de la zone d'étude peut s'expliquer par nos moyens financiers très limités mais aussi du fait que le Lycée Jean Joseph Rabearivelo est concerné par ce phénomène FRAM comme la plupart des établissements publics malgaches. D'autres facteurs motivent également ce choix de sujet tels que la proximité et les relations professionnelles entretenues au Lycée J. J. Rabearivelo où nous y avons travaillé durant l'année scolaire 2014-2015 en tant que vacataire.

Alors, notre attention s'est fixée sur les pratiques contextuelles, constituant ainsi notre problématique : « **Quel serait l'impact de l'emploi des enseignants vacataires dans les établissements publics dans le système éducatif malgache ?** ».

Partant de cette problématique, deux **hypothèses** ont été retenues :

- le recours au service des enseignants vacataires est inévitable à Madagascar à court terme ;
- les maîtres- FRAM sont incomptétents pour exercer le métier d'enseignant.

Afin de vérifier ces hypothèses et de pouvoir en donner des réponses, nous avons adopté la méthodologie ci-après :

- Interview ou soumission de questionnaires d'enquête menée auprès d'un échantillon d'enseignants (fonctionnaires, ESS, FRAM,...) dans l'établissement étudié sur la situation des enseignants-FRAM (Cf Annexe);
- Entretien auprès d'un échantillon de formateurs (Conseillers Pédagogiques, responsables du service du personnel, directeurs d'écoles,...) dont 4 ConsPéd. , 4 Responsable du service du Personnel, 4 Directeurs d'écoles relevant de la CISCO d'Antananarivo-Renivohitra ;

⁷ Ministère de l'Education Nationale : op. cit. p.21.

- Entretien auprès d'un échantillon de parents d'élèves ainsi que les élèves sur leur opinion concernant les enseignants- FRAM ;
- Documentation auprès des CDI et des services de l'éducation du Ministère de l'Education Nationale (MEN).

Tout cela nous a permis d'établir un mémoire comportant trois parties :

- ✓ La première partie s'attachera à présenter le cadre d'étude et de l'environnement scolaire de l'établissement étudié ;
- ✓ La seconde partie s'attèlera à déterminer les effectifs du personnel enseignant à Madagascar et les réalités sur la situation des enseignants FRAM et leurs problèmes
- ✓ La troisième partie évoquera les recommandations ainsi que les perspectives d'avenir.

**PREMIERE PARTIE : METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET DESCRIPTION
GENERALE DU CADRE D'ETUDE**

CHAPITRE I : METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET REPERES THEORICO-CONCEPTUELS

Pour mener à bien cette recherche, nous avons adopté une méthode constituée de deux sortes d'approche :

- analyse et interprétation des résultats d'enquêtes menées auprès de l'établissement de la zone d'étude
- observation des classes

I. Programme de recherche et déroulement de l'enquête

1. Le déroulement de l'enquête

Après les cours à l'ENS, nous nous sommes directement attelés à la recherche d'un thème de mémoire. Comme notre filière concerne l'éducation, plus précisément la didactique, nous avons choisi l'enseignement secondaire validé par les encadreurs. Alors, pour être plus méthodique, nous avons retenu le plan de travail ci-après qui trace le déroulement de notre travail d'enquête.

Tableau 01 : plan de réalisation de la recherche et déroulement de l'enquête

Activités	PREMIER BIMESTRE 2015						SECOND BIMESTRE 2015				
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N
											D
1. Elaborer le protocole de recherche	X										
2. Valider le protocole de recherche		X									
3. Corriger le protocole de recherche			X								
4. Valider le protocole de recherche			X								
5. Elaborer les questionnaires				X							
6. Corriger le questionnaire avec l'encadreur				X							
7. Saisir et multiplier les questionnaires					X						
8. Déplacer vers le site d'étude						X					
9. Effectuer l'enquête						X					
10. Compiler les données collectées							X				
11. Traiter les données							X				
12. Etablir la discussion, le commentaire et la conclusion							X	X			
13. Saisir le mémoire (réddiger)									X		
14. Mettre au point le mémoire avec l'encadreur										X	
15. Effectuer la présentation privée										X	
16. Préparer la tenue à la présentation											X
17. Identifier la date de la session de la présentation											
18. Présenter publiquement le mémoire											

Source : l'auteur, janvier2015

2015

2. Acquis techniques pendant l'enquête

Notre passage au sein de cet établissement fut une expérience enrichissante. Il nous a permis d'étoffer nos acquis que ce soit au niveau de la relation sociale que technique.

Le personnel administratif a été généreux en nous transmettant les informations que nous avions besoin. Pour notre part, nous devions nous montrer plus discrets pour ne pas perturber l'attention des élèves ou le travail du personnel. Bref, notre enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions grâce à la coopération de toute la communauté scolaire. Ainsi, toutes ces contributions nous ont permis d'accéder à un degré de professionnalisme plus élevé et aussi à une expérience plus approfondie, entre autres :

- utilisation des méthodes de collecte d'informations,
- initiation à la procédure administrative,
- amélioration du savoir-faire,
- amélioration de notre capacité de communication,
- renforcement de notre technique d'enquête et d'adhésion au sein d'un groupe de personnel.

Une telle enquête a intensément privilégié les relations interpersonnelles et professionnelles dans un cadre réel.

D'abord, en permettant d'acquérir la discipline du respect des conditions de travail assignées à la direction d'un établissement. La situation d'un stagiaire est délicate, car nous sommes des intrus pour le personnel. Cela implique donc une bonne maîtrise de la communication, afin de collecter les informations utiles à l'étude en veillant à la confidentialité de certaines données.

Nous avons pu développer notre capacité d'intégration au sein d'un groupe étranger en faisant de notre mieux afin d'y être accepté dans le groupe. Cela a été facilité par la souplesse et l'amabilité du personnel.

II. METHODOLOGIE DE COLLECTE DE DONNEES

Après avoir fait un aperçu du déroulement de l'enquête, nous allons aborder dans cette section comment nous avons réalisé la collecte des informations et des données, et comment nous les avons traitées pour en tirer des résultats. Ainsi, nous avons adopté deux méthodes : il s'agit de la méthode qualitative et de la méthode quantitative.

1. Méthode d'approche qualitative

Cette section présente les démarches que nous avons suivies dans la réalisation de la collecte d'informations.

2. Population étudiée

- **La population enquêtée :**

La population enquêtée dans le cadre de notre étude est constituée par les différents acteurs de la vie scolaire, à savoir : des élèves et des parents d'élèves, des enseignants et le personnel administratif de l'établissement.

- **L'échantillon étudié :**

Le nombre de la population d'enquête est de 900 personnes. Ci-dessous un tableau qui montre l'échantillon représentatif des personnes que nous avons enquêtées.

Tableau 02 : Répartition des personnes enquêtées

Echantillon	Elèves	Parents	Enseignants	Personnel Administratif	TOTAL
LJJR	400	400	50	50	900
TOTAL	400	400	50	50	900

Source : L'auteur, Fevrier 2015

Selon ce tableau, la population d'enquête concerne les élèves qui sont au nombre de 400 dont 100 élèves pour les classes de Première et 100 pour celles de Terminales sauf pour les classes de Seconde qui représentent 200 élèves à cause de leur effectif très élevé.

Quant aux parents d'élèves que nous avons pu enquêter, ils proviennent de différentes couches sociales telles que des fonctionnaires (80), des chauffeurs (80), des ménagères (80), des marchands (80), ainsi que des employés des sociétés privées (80) qui donnent un total de 400 parents d'élèves.

Outre les parents d'élèves, notre enquête concerne également les enseignants qui sont issus de différentes disciplines, à savoir : 10 professeurs de Malagasy, 10 professeurs de Français, 10 professeurs de SVT, 10 professeurs de Mathématiques et 10 professeurs d'Histoire-Géographie, ce qui donne un total de 50 enseignants sans négliger le personnel administratif au nombre de 50.

3. Recueil de données

- ***La documentation***

Durant toute la durée de l'enquête, la recherche de documents occupait une grande partie de notre temps. Nous avons consulté des documents officiels, des revues et d'autres supports, à savoir :

- la monographie de la région Analamanga,
- les dossiers et archives officiels au sein du MEN, de la DREN Analamanga, de la CISCO d'Antananarivo-Renivohitra,....
- les cours de l'ENS.

- ***L'élaboration du questionnaire***

Afin d'obtenir les informations auprès de la population cible, nous avons élaboré un questionnaire comportant 7 questions (Cf. Annexe). Et dans l'objectif d'avoir des données fiables, nous avons mis en place une liste de questions à choix multiples dont la consigne consiste à cocher la bonne réponse ou à classer les choix. Cette fiche nous a permis de détecter toutes les réalités des enseignants FRAM et les difficultés importantes que ces derniers rencontrent dans l'exercice de leur métier.

L'enquête s'est déroulée durant le mois de Mai 2015. Après avoir distribué les fiches, nous leur avons donné le temps à chaque personne enquêtée de les remplir avant de les ramasser.

4. Méthode d'approche quantitative

La méthode d'approche quantitative est un outil utilisé pour déchiffrer les réponses des personnes enquêtées. Le but vise à récolter des résultats chiffrables qui peuvent être traduits en statistiques.

4.1.Le dépouillement

Le dépouillement consiste à faire une transcription des réponses de l'enquête sur une fiche vierge appellée fiche de dépouillement. Le but est de regrouper les réponses identiques données par chaque enquêté et d'établir leur somme. Le dépouillement est une tâche très difficile, car elle demande beaucoup de concentration.

4.2.Saisie des données du dépouillement

Après le dépouillement, nous avons procédé à la saisie des données collectées dans des logiciels de traitement de texte, dont le Microsoft Word et l'Excel 2007.

5. L'analyse des données par l'approche mixte

L'analyse des données a été accomplie sur la base d'une statistique descriptive avec les indicateurs statistiques simples comme la moyenne, la fréquence, la somme,... Présentée sous forme de tableaux ou de figures.

Les tableaux sont présentés en lignes et en colonnes. Les lignes se lisent de gauche à droite et les colonnes de haut vers le bas. Les tableaux sont remplis par des nombres comme : 1, 2, 45, 12 ou par les valeurs en pourcentage comme 25% ou 50%,....

L'histogramme est la figure qui représente une comparaison des volumes et des chiffres. Par ailleurs, les courbes servent à apprécier l'évolution et les diagrammes en secteur pour étudier le rapport ou la portion.

III. Les notions théoriques

1. L'éducation et l'enseignement

2.1.La définition de l'éducation

L'éducation⁸ est, étymologiquement, l'action de « guider hors de », c'est-à-dire développer, faire produire. Il signifie maintenant plus couramment l'apprentissage et le développement des facultés physiques, psychiques et intellectuelles, les moyens et les résultats de cette activité de développement. L'éducation humaine inclut des compétences et des éléments culturels caractéristiques du lieu géographique et de la période historique.

En partant d'une autre définition, l'éducation c'est l'art de former une personne, spécialement un enfant ou un adolescent, en développant ses qualités physiques, intellectuelles et morales, de façon à lui permettre d'affronter sa vie personnelle et sociale avec une personnalité suffisamment épanouie.

Chaque pays dans le monde dispose de son propre système éducatif, avec un rôle traditionnellement dévolu aux parents d'un enfant (ou à leur substitut) d'amener cet enfant aux mœurs de l'âge adulte, et une intervention souvent croissante de l'État.

2.2.La définition de l'enseignement

L'enseignement⁹ est l'action de transmettre des connaissances nouvelles ou savoirs à un élève (instruire et endoctriner tout en respectant certaines règles). Il s'agit du système et de la méthode d'enseigner, composée par tout un ensemble de connaissances, de principes et d'idées transmis à quelqu'un. Au pluriel (« enseignements »), le terme désigne plutôt des choses morales : instructions, préceptes, leçons.

L'enseignement implique l'interaction de trois éléments : le professeur ou enseignant ; l'élève ou étudiant et l'objet de connaissance (le savoir). Selon la tradition encyclopédiste, le professeur est la source du savoir et l'élève en est tout simplement le récepteur. Le processus de l'enseignement renferme donc la transmission de connaissances de l'enseignant à l'étudiant à l'aide de plusieurs moyens et techniques (savoir, signes).

⁸ Cours de PSYCHOLOGIE ET DE PEDAGOGIE à l'ENS.

⁹ Cours de PSYCHOLOGIE ET DE PEDAGOGIE à l'ENS.

2.3.Le système éducatif¹⁰

Le système éducatif est l'ensemble des éléments étroitement en relation lesquels composent l'éducation d'un pays. Il s'agit des acteurs, des ressources, des lois et des textes. Les systèmes éducatifs sont très variables dans l'espace et dans le temps, l'éducation étant parfois plus adaptée aux exigences socio-économiques des adultes (besoin de la main-d'œuvre enfantine, travail des adultes et tout particulièrement des femmes, etc.) qu'aux besoins des enfants. Cependant, des formules à peu près généralisées se distinguent :

- l'éducation se concentre sur les enfants et ne concerne que marginalement les adultes.
- pendant la petite enfance, l'éducation est prise en charge par la famille, où se pratique l'apprentissage de la langue orale et des rudiments du savoir-vivre nécessaires à la vie sociale,
- pendant l'enfance (à partir d'environ 7 ans jusqu'à la puberté), prise en charge collective (au moins partiellement), pour l'apprentissage de rudiments légaux, religieux et culturels (dont, éventuellement, la langue écrite).
- pendant l'adolescence, spécialisation, par l'apprentissage chez un maître ou (non exclusif) collectivement.

¹⁰Encyclopédie Encarta 2009, Microsoft Corporation.

CHAPITRE II : DESCRIPTION GENERALE DU CADRE D'ETUDE

I. ANALAKELY ET SES SPECIFICITES



Photo 1 : Vue panoramique de la place de l'indépendance Analakely,

Source : cliché de l'auteur

1. Un quartier historique¹¹

Etymologiquement, « Analakely » veut dire « petite forêt », en effet, ce quartier était couvert de forêt avant de devenir un grand marché. La transformation de ce quartier commença durant la colonisation. La plate-forme d'Antaninarenina ne suffisait plus à contenir les milliers de marchands et de chalands qui y grouillaient ; les étals débordaient sur les gradins plus ou moins bourbeux, s'étageant sur le versant d'Analakely. Il fallait alors désengorger le marché principal de la ville. En 1898, l'aménagement de la plaine Analakely où devra se déplacer le « Zoma » fut décidé. Deux routes en corniche furent percées pour relier Antaninarenina à la plaine. Le « Zoma » fut installé à l'actuelle esplanade Analakely. Le marché fut ensuite relié à la gare par l'Avenue Fallières, devenue l'Avenue de l'Indépendance et aboutissait aux autres quartiers périphériques, par le tunnel Garbit (reliant Analakely aux zones résidentielles d'Ambohidahy, de Mahamasina et de Befelatanana) et par le tunnel d'Ambanidja (reliant Analakely à la route circulaire). Le marché fut ainsi le point de convergence des voies urbaines portant sur les anciens et nombreux quartiers de la ville.

Toutes les opérations commerciales de gros ou de détails s'effectuaient à Analakely où se mêlaient des paysans producteurs et des revendeurs. Le Vendredi (Zoma), le marché se transforme en foire où affluaient tous les paysans des environs. La place du marché à

¹¹ RAKOTORAHALAHY Tahiriniaina : « Place et problèmes du commerce informel dans la ville d'Antananarivo », Mémoire CAPEN, juin 2011.p. 19-20

Analakely fut progressivement aménagée ; ainsi des constructions en dur sous forme de pavillons remplacèrent en 1926 les alignements de huttes qu'avait fait installer Galliéni ; en 1936, ces pavillons furent approvisionnés en eau courante et en électricité ; il fallait attendre 1956 pour que le carreau des revendeurs de légumes fut bétonné.

En 1960, au moment de l'indépendance, l'extension et l'amélioration du marché d'Analakely furent opérées.

Ensuite, l'engorgement et la désorganisation dans le marché central du Zoma d'Analakely fut constaté. En conséquence, la suppression du marché du Zoma et la construction de nouveaux marchés ont été réalisées.

2. Un emplacement au cœur de la ville basse d'Antananarivo¹²

Depuis l'indépendance, Antananarivo s'est étendu visiblement vers le nord et l'ouest à la conquête des zones basses. La ville basse est le résultat de l'extension liée à la pression démographique. De plus, elle a été le théâtre des œuvres réalisées pendant la colonisation. Ces aménagements ont eu pour objectif de donner à la ville l'image d'une ville occidentale. L'extension ne s'est pas seulement arrêtée à Analakely où l'on fit construire les arcades et déplacer le marché, elle concerne toute la zone basse d'Antananarivo. La pression démographique a pour conséquence le remblaiement de la plaine de Betsimitatatra. Toutefois, la fonction commerciale d'autrefois de la ville haute est dépassée par la zone basse qui devient actuellement un centre commercial de première importance.

3. Une fonction commerciale stratégique¹³

Analakely est le centre commercial le plus important de la zone basse. Il doit ce statut à sa position géographique au centre de la ville, point nodal des voies de communication. Il le tient aussi à la représentation mentale des Malgaches : « Analakely veut dire Antananarivo » car si on arrive dans la capitale sans passer par Analakely, c'est comme si on n'a pas vu Antananarivo.

Comme Antaninarenina, Analakely est aussi un centre financier par la présence des banques et des magasins qui y sont nombreux depuis la période coloniale jusqu'à nos jours. Avec la libéralisation et la mondialisation des échanges, un développement du commerce à Madagascar est noté ainsi que l'arrivée des Chinois qui ouvrent actuellement de véritables magasins grossistes réputés bon marché tel que le quartier de Behoririka. Une certaine spécialisation des quartiers commerciaux a été constatée : Tsaralalana et Behoririka sont de

¹² RAKOTORAHALAHY, Op.cit. p.13-14

¹³ RAKOTORAHALAHY, Op.cit. p.14-15

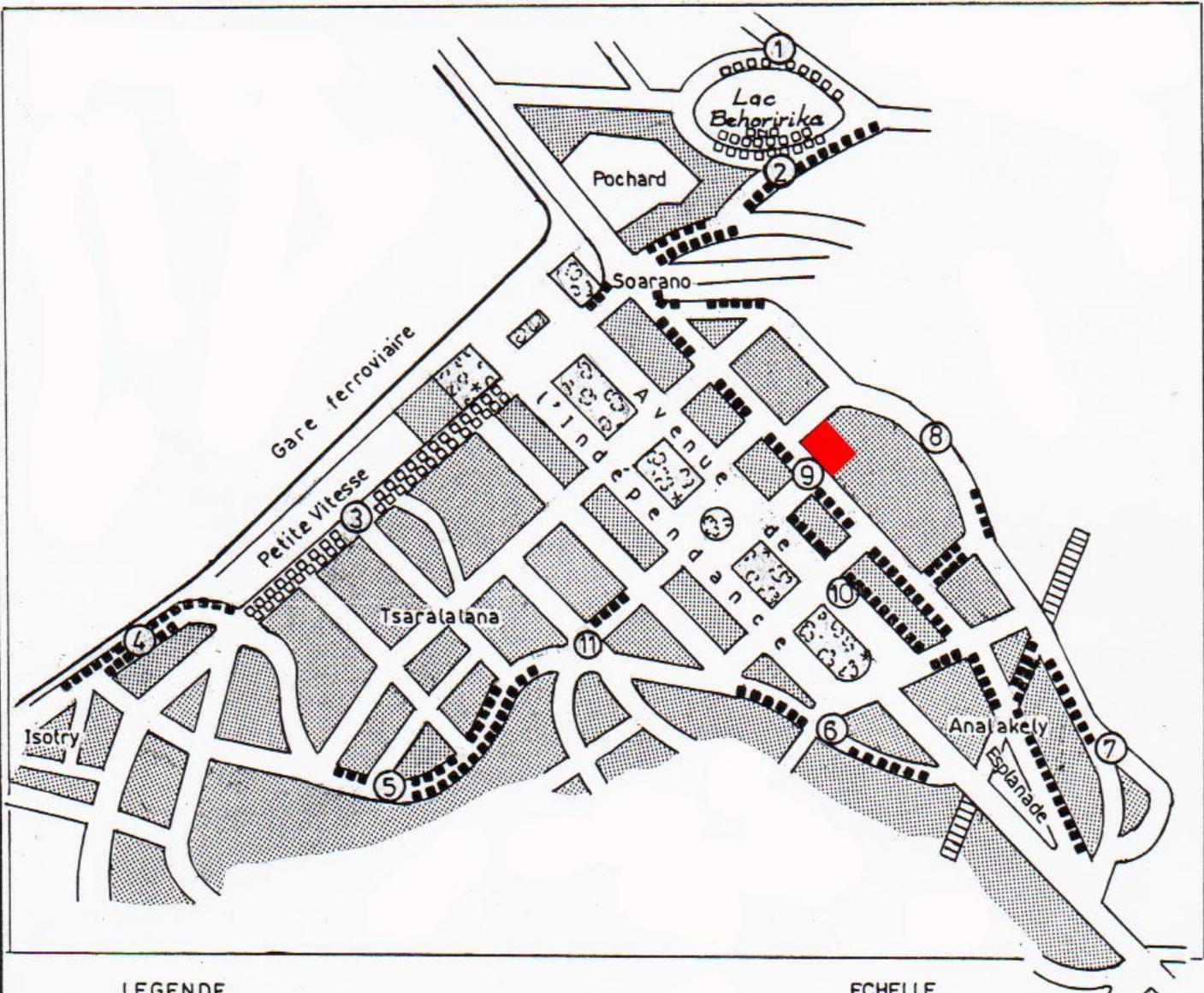
Figure n°01 : LES QUARTIERS DE LA COLLINE D'ANTANANARIVO
DANS LA PLAINE DE BETSIMITATRA



- | | | |
|--------------------|---------------------|-----------------------|
| 1 Ankadifotsy | 11 Ampandrana | 20 Andafiaravatra |
| 2 Antanimena | 12 Faravohitra | 21 Mahamasina |
| 3 Ambatomitsangana | 13 Ambatonakanga | 22 ROVA Manjakamidana |
| 4 Androvoeohangy | 14 Ambohijatovo | 23 Ankadinandriana |
| 5 Soarano | 15 Amparibe | 24 Ambohimitsimbina |
| 6 Ambondrona | 16 Ambatovinaky | 25 Ambohijanahary |
| 7 Analakely | 17 Ambohitantely | 26 Soanierana |
| 8 Isotry | 18 Ambanidia | 27 Tsimbazaza |
| 9 Isoraka | 19 Ambavahadimitafo | 28 Ambohipotsy |
| 10 Anteninaorenina | | |

Source: ANONYME, 1998 "Cité des mille", p 12

Figure n°02 : LES AXES DE CONCENTRATION DES COMMERCANT INFORMELS À ANALAKELY ET SES ENVIRONS IMMÉDIATS



LEGENDE

Route artère de liaison

- ① Rue RAZAFINDRAMAMBA
- ② Rue Dr RAINISOARAY
- ③ Rue RAINIBETSIMISARAKA
- ④ Rue RAMAMONJISOA
- ⑤ Rue Dr RAZAFINDRANOVONA
- ⑥ Rue REFOTAKA
- ⑦ Rue RAZAFINDRIANTSOSA
- ⑧ Rue RABEZAVANA
- ⑨ Avenue ANDRIANAMPOINIMERINA
- ⑩ Sous les arcades de l'Avenue de l'Indépendance
- ⑪ Rue INDIRA GANDHI

ECHELLE

0 100 300m

■■■■■ Axe préféré par les commerçants informels

○○○○○ Solution provisoire prise par la CUA

■■■■■ Espace bâti

□□□□□ Jardin

■■■■■ Implantation du Lycée JJR

Source: Carte touristique de La Ville d'Antananarivo, réalisée par le FTM, 1981.
Exploitation de L'auteur

véritables quartiers Indo-Pakistanais (Karana) et chinois. Ce sont les principaux fournisseurs des commerçants informels et qui favorisent leur prolifération.

I. L'ENVIRONNEMENT SCOLAIRE



Photo n°02: La façade du lycée J. J. RABAERIVELO, cliché de l'auteur avril 2015.

1. Présentation du Lycée J. J. Rabearivelo

1.1.Son emplacement

Ce grand établissement scolaire Tananarivien est situé en plein centre-ville, près de l’Avenue de l’Indépendance. En effet, le Lycée J. J. Rabearivelo est implanté dans le quartier commercial d’Analakely, à quelques pas de l’ancien grand marché du Zoma, devenu actuellement le marché d’Analakely, dans le 1^{er} arrondissement et à côté de la célèbre place du 13 Mai où se trouve l’Hôtel de ville.



Photo n°03 : La façade du bureau de la CISCO Tana-ville, cliché de l'auteur avril 2015.

1.2.Un survol historique :

1.2.1. Qui est J. J. RABEARIVELO ?

Rabearivelo, Jean-Joseph (04 mars 1901- 22 juin 1937), poète malgache de langues française et malgache, qui fut l'auteur notamment de *Chants pour Abéone* et de recueils qui mêlent harmonieusement ces deux cultures.

D'origine princière (Zanadralambo) d'Ambatofotsy- Avaradrano, mais pauvre, il fut le fils de RABOZIVELO. RABEARIVELO fut un intellectuel dans un pays colonisé, vivant chichement d'emplois concédés par l'administration française. Il consacra son existence à la renaissance d'une poésie malgache, faisant la difficile synthèse de la tradition locale et de la culture francophone.

Traducteur, journaliste, il publia des poèmes aussi bien en français (*la Coupe de cendres*, 1924 ; *Sylves*, 1927 ; *Volumes*, 1928) qu'en malgache (*Imaitsoanala*, *Lova*, *Fo mitohy*, 1936) ou même dans les deux langues (*Presque songe*, 1934 ; *Traduit de la nuit*, 1935). La mort de sa fille (1933), à qui il consacra ses *Chants pour Abéone* (1936), et cet écartèlement entre deux cultures expliquent sans doute le suicide de ce poète mal connu dont une partie de l'œuvre reste à publier.

1.2.2. Historique de l'établissement

Ci-dessous un tableau sur l'historique de l'établissement.

Tableau 04: Historique du Lycée J. J. Rabearivelo :

Dates	Noms de l'établissement	Effectif	Sections
1936	Création de l'Ecole Primaire Supérieure (EPS). Première rentrée scolaire : 03 novembre 1936	47 Filles 386 Garçons	
1938	Ecole Primaire Supérieure Professionnelle (EPSP)		Section agricole - section industrielle - section commerciale
1946	Collège Moderne et Technique (CMT)		Section ménagère
1952	Collège Moderne et Technique (CMT)	450 élèves	16 sections dont : 9 classes d'enseignement moderne et 7 classes techniques
1954-1955	Collège Moderne et Technique (CMT)		Création de la section classique (latin en 6 ^{ème})
1955-1956	Collège Classique et Moderne (CCM)	600 élèves	Sections techniques supprimées 16 classes d'enseignement moderne et 4 classes d'enseignement classique
1959-1960	Lycée J. J. Rabearivelo (Lycée J. J. R.)		
19 mai 1960	Lycée J. J. Rabearivelo (Lycée J. J. R.). Le lycée présente pour la 1 ^{ère} fois des candidats au Baccalauréat en « Science Expérimentale »	1139 élèves	Classes de 6 ^{ème} jusqu'en Terminales
1974	Lycée J. J. Rabearivelo (Lycée J. J. R.)		Suppression de la section classique
1976	Lycée J. J. Rabearivelo (Lycée J. J. R.)		Suppression progressive des classes du premier cycle de l'enseignement secondaire
1979	Lycée J. J. Rabearivelo (Lycée J. J. R.)		Seules les classes de Seconde, Première et Terminales fonctionnent
2011-2012	Lycée J. J. Rabearivelo (Lycée J. J. R.)	Elèves : 2217 Prof : 114 Pers. ad. : 46 Vac. : 11 Bénév. : 07	Classes de Seconde : 15 Classes de Première : 16 Classes de Terminales : 19

Source : bureau du Provisorat/ Prof. : Professeur, Pers. ad. : Personnels administratifs,

Vac. : Vacataires, Bénév. : Bénévoles

Sur ce tableau, à plusieurs fois, cet établissement scolaire a changé de noms depuis sa création : d'abord Ecole Primaire Supérieure (EPS), l'Ecole Primaire Supérieure Professionnelle (EPSP) en 1938, Collège Moderne et Technique (CMT) de 1946 à 1955, Collège Classique et Moderne (CCM) entre 1955 et 1956. Et enfin, cette grande institution publique tananarivienne est devenue l'actuel Lycée Jean Joseph Rabearivelo, du nom du célèbre poète malgache, à partir de l'année scolaire 1959-1960.

Parallèlement, le nombre d'élèves n'a cessé de croître allant de 47 filles et 386 garçons en 1936, et passa de 450 élèves en 1952, à 600 en 1955-1956, à 1139 en 1960 jusqu'à atteindre un effectif de 2217 élèves durant l'année scolaire 2011-2012. Au cours de cette scolarité 2014-2015, on compte un total de 2660 élèves.

De même, les activités que pratique l'établissement se sont diversifiées au fil du temps. S'il n'y avait à sa création que 3 sections à savoir la section agricole, industrielle et commerciale, la section ménagère fut ajoutée en 1942. En 1952, le nombre de sections atteignit 16 dont 9 classes d'enseignement moderne et 7 d'enseignement technique. La section classique débuta avec l'année scolaire 1954-1955 pour enseigner le latin en 6^{ème}.

Les sections d'enseignement technique furent supprimées à partir de l'année scolaire 1955-1956 en échange de la création de 4 classes d'enseignement classique, tandis que les nombre de classes d'enseignement moderne connurent une croissance significative (16 classes).

Dès 1960, dorénavant, le lycée J. J. Rabearivelo comporte des classes de 6^{ème} aux terminales et, pour la première fois, il présente des candidats au Baccalauréat en « Science Expérimentale ». En 1974, la suppression de la section classique se poursuit par le retrait progressif des classes du premier cycle de l'enseignement secondaire, pour parvenir en 1979, à ne fonctionner qu'avec les classes de Seconde, de Première et de Terminales. L'année scolaire 2011-2012 comptaient, 15 sections de Seconde et 15 autres de Première et 19 de Terminales.

Tableau 05: Noms des directeurs et des proviseurs successifs de l'établissement depuis les premières années¹⁴.

Chefs de l'établissement	Années	Noms des personnalités
Principal	1 ^{ères} années de l'établissement	Mr GUINTZ A./ Mlle PAYRNOUSE U.
Directeur	1951-1954	Mr SCHILLER
	1954-1955	Mr LIONNE
	1955-1957	Mr KLEIN Pierre
	1957-1958	Mr RUSSAC
	1958-1959	Mr QUITRIE Lamotte
Proviseur	1960-1961	Mr DELAUNAY
	1961-1963	Mr AUSSENAC
	1963-1965	RAJAONA Samuel
	1965-1966	RANOHAVIMANANA
	1966-1969	BOSC
	1969-1975	RAJAONA Eugène
	1975-1978	ROBINSON
	1978-1979	ANDRIAMALALA Armand
	1979-1981	ANDRIANANTENAINA Dodi
	1981-1988	RASOLOFOSON Maurice
	1989-1990	ANDRIANAIVOMANJATO Rasoloarifara
	1990-2002	RAKOTOZAFY Jean Claude
	2002-2004	RANAIVOSON André
	2004- octobre 2015	RABARIJAONA Marie Claudie Robert
	Depuis octobre 2015	RAZAFINDRAKOTO V. R. Herizo

Source : bureau du Provisorat.

La direction de l'établissement était assurée par des Français jusqu'en 1963, et même en 1966-1969. Depuis, la malgachisation fut réalisée. Les premiers chefs d'établissement prirent le titre de Principal (Mr GUINTZ A. et Mlle PAYRNOUSE U. de 1936 à 1950), pour devenir ensuite à partir de 1951 directeur jusqu'en 1960 et enfin, Proviseur.

L'actuel Proviseur du lycée J. J. Rabearivelo est Monsieur RAZAFINDRAKOTO V. R. Herizo, depuis octobre 2015.

¹⁴ 1936, date de sa création jusqu'en 1950.

II. LA POPULATION SCOLAIRE DU Lycée J. J. RABEARIVELO

2.1. Le personnel administratif et technique

Tableau n°06 : Répartition du personnel administratif selon leurs services et leurs fonctions respectives.

Services et fonctions	Sexe/Nombre	
	M	F
Provisorat : 1 Proviseur et 1 Proviseur-adjoint	01	01
Secrétariat	02	06
Infirmerie : 1 docteur, 1 infirmière, 1 aide-soignante	00	03
Economat	03	01
Scolarité	00	01
TIC	02	01
CDI	00	05
Surveillance Générale	01	01
Surveillance	07	16
Gardiennage	00	02
Personnels d'appui	02	05
Salle de Projection (Histoire-Géographie)	00	01
Laboratoire Physique-Chimie	01	00
Médiathèque (disciplines scientifiques : Maths, PC, SVT)	00	01
Salle M (Discipline Malagasy)	01	01
TOTAL	19	45
	64	

Source : bureau du Provisorat ; M : masculin, F : féminin

Ce tableau nous montre l'effectif du personnel administratif du lycée J. J. Rabearivelo. Au nombre de 64 pour cette année scolaire 2014-2015, il est réparti en plusieurs services avec à leur tête le Provisorat (le Proviseur et le Proviseur-Adjoint), la Surveillance Générale (avec 2 surveillants généraux) laquelle supervise le travail des surveillants (23).

La gestion administrative du personnel est assurée par 06 agents secrétaires et l'établissement dispose d'un service de comptabilité dirigé par un économie avec 03 assistants, d'un service d'infirmerie, d'un service de scolarité ainsi que de 05 bibliothécaires chargées de la CDI.

La sécurité et l'entretien de la propreté incombent à 02 gardiens et à 07 agents d'appui qui s'occupent des tâches ménagères et du travail de planton.

Par ailleurs, il est à signaler que ce lycée est pourvu pour certaines disciplines de quelques salles spécialisées comme la projection (salle « P ») pour l'Histoire-Géographie, la Médiathèque pour les disciplines « scientifiques » (Mathématiques, SVT, Physique-Chimie), le laboratoire de Physique-chimie et salle spécialisée pour la discipline Malagasy (salle « M »).



Photo n°04 : Salle des professeurs au lycée J. J. RABEARIVELO, cliché de l'auteur, avril 2015.

2.2. Le corps enseignant

Tableau 07: Répartition du personnel enseignant par discipline :

Disciplines	Nombre		
	Enseignants FRAM (Vacataires)	Fonctionnaires	Total
MALAGASY	00	16	16
FRANÇAIS	00	13	13
ANGLAIS	00	13	13
HISTOIRE-GÉOGRAPHIE	03	09	12
MATHEMATIQUES	03	12	15
PHYSIQUE-CHIMIE	00	17	17
SVT	01	11	12
PHILOSOPHIE	03	04	07
*LV2	02	07	09
EPS	00	09	09
TOTAL	12	111	123

Source : bureau du Provisorat

* Allemand (04), Espagnol (03), Mandarin (02)

D'après ce tableau, le lycée dispose de 123 enseignants dont 110 fonctionnaires et 12 enseignants-FRAM (vacataires) qui constituent 10,25% du personnel enseignant. Cinq disciplines du lycée doivent recourir aux enseignants-FRAM telles que l'Histoire-Géographie (03), les Mathématiques (03), Philosophie (03) et le Mandarin (02) sans aucun professeur fonctionnaire.

Au début de cette année scolaire, le nombre de vacataires de cette institution publique était de 26, 14 d'entre eux ont été recrutés comme fonctionnaires et il n'en reste donc que 12. Il est à remarquer que les professeurs de Physique-Chimie, de Malagasy, et de Mathématiques respectivement 17, 16 et 15 sont plus nombreux que ceux des autres disciplines.

Pourtant, les professeurs d’Histoire-Géographie sont insuffisants, il en manque 02 pour cette année scolaire 2014-2015, compte tenu du nombre important de sections et d’apprenants pour chaque niveau ainsi que du volume horaire. Pour la Philosophie qui ne concerne que les classes de Terminales, elle ne rencontre pas de problème, malgré leur faible effectif. Il en est de même pour les LV2 comme le Mandarin qui débute cette année scolaire pour le niveau Seconde seulement, puisqu’elles sont facultatives et ne ciblent qu’un nombre restreint d’apprenants.

Pour l’EPS, les professeurs sont en nombre suffisant, car leur volume horaire est de 2 heures par semaine. Donc, chaque enseignant effectue en moyenne 11 heures de cours hebdomadaire, ce qui est encore tout à fait raisonnable par rapport aux professeurs d’autres disciplines.

- **L’organisation financière des enseignants-FRAM**

Le salaire des enseignants-FRAM au sein du lycée J.J. RABEARIVELO est assuré par les parents d’élèves qui doivent payer 12.000Ar/an/parent au début de l’année scolaire. Ces enseignants auxiliaires sont payés à l’heure, c’est-à-dire qu’ils touchent 3000Ar/heure, selon leur horaire de travail. En moyenne, leur salaire tourne autour de 120.000 Ar/mois dont la perception est fixée à la fin de chaque mois. Cette somme reste encore insuffisante comparée au niveau de vie actuel mais les enseignants-FRAM préfèrent garder leur poste pour faciliter leur recrutement en tant que fonctionnaire.

A partir du mois de mars 2015, le FRAM du lycée a rencontré un problème financier à cause du détournement de l’argent collectée par la trésorière. L’affaire s’est terminée par un arrangement entre les dirigeants de l’institution d’enseignement public et l’auteur du délit. Ainsi, c’est l’établissement qui s’est chargé de rémunérer les enseignants-FRAM jusqu’à la fin de l’année scolaire.

Tableau 08: Récapitulation des qualifications du personnel enseignant au lycée J. J. Rabearivelo

Disciplines/ Qualifications	C.E. (Cat. V ou VI)	Réalisateur (Cat. VI)	Réalisateur- adjoints (Cat. V)	PL (Cat. VI)	PC (Cat. VII ou VIII)	Concepteur (Cat. VIII)	AESR (Cat. VIII)
Malagasy	00	00	02	02	09	02	00
Français	00	03	04	03	01	01	00
Anglais	00	01	04	05	10	01	00
Allemand	00	00	01	02	01	00	00
Espagnol	00	03	01	01	00	00	00
Histoire- Géographie	00	03	01	01	04	01	00
Mathématiques	00	02	01	01	04	02	00
Physiques- Chimie	00	01	01	01	11	03	01
SVT	00	03	00	02	06	01	00
Philosophie	00	01	01	02	01	00	00
EPS	02	00	00	00	07	00	00
TOTAL	02	16	16	20	54	11	01
TOTAL GENERAL				120			

Source : Bureau du service du personnel. AESR : Assistant d'Enseignement Supérieur de Recherche.

Sur ce tableau, il est constaté que les enseignants du lycée J. J. Rabearivelo sont de différentes qualifications professionnelles selon les formations qu'ils avaient suivies et les établissements supérieurs où ils avaient étudié. Ainsi, nous pouvons y distinguer : les Professeurs Chargés d'Enseignement (C.E.), les Réaliseurs, les Réaliseurs-adjoints, les Professeurs Licenciés (P.L.), les Professeurs Certifiés (P.C.), les Concepteurs, les AESR.

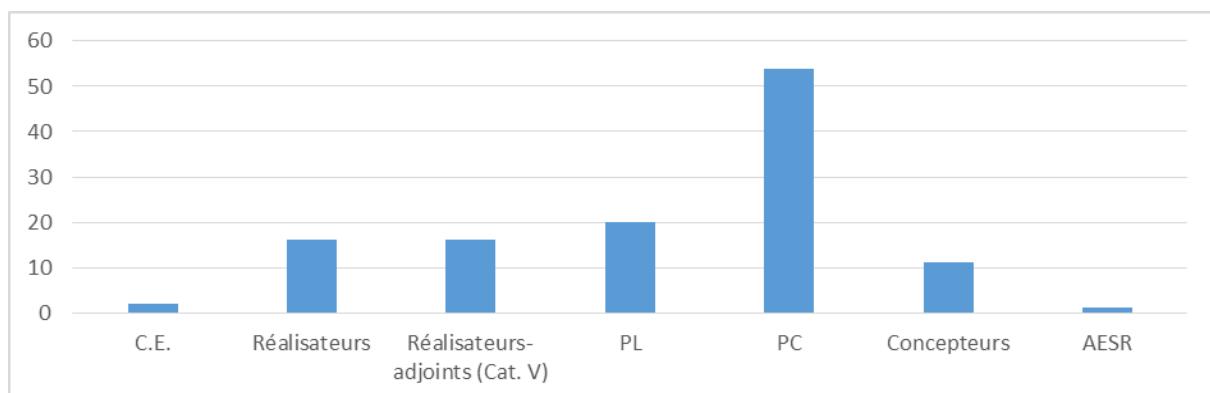
Pour toutes disciplines confondues, les Professeurs Certifiés (P.C.) sont majoritaires avec 54 enseignants (soit 45%), suivis des Professeurs Licenciés (P.L.) qui comptent 20 enseignants (soit 16,66%), les Réaliseurs et les Réaliseurs-adjoints qui ont chacun 16 enseignants (soit 13,33%).

Les concepteurs et les Chargés d'Enseignement totalisent chacun 11 enseignants (soit 9,16%), alors que l'AESR ne compte qu'un enseignant (soit 0,83%).

Il est à signaler que le nombre d'enseignants dans ce tableau n'est que de 120 par rapport à celui mentionné dans le tableau sur le personnel enseignant par le fait que les 02 professeurs de mandarin (langue chinoise) n'ont pas fourni au service du personnel de l'établissement les renseignements les concernant jusqu'à l'heure actuelle.

Ci-dessous un graphique qui représente la qualification du personnel enseignant du LJJR.

Figure n°03 : représentation graphique sur la qualification du personnel enseignant du LJJR



Exploitation de l'auteur.

D'après ce schéma, sur les 122 enseignants qui composent le personnel de ce grand lycée de la capitale, ce sont les PC (Professeurs Certifiés) qui sont majoritaires, suivis des PL (Professeurs Licenciés), des Réaliseurs-adjoints, et des Réaliseurs ainsi que les Concepteurs , les CE (Chargés d'Enseignement) et AESR qui n'est représentée que par une seule personne.

Remarque : Les professeurs Chargés d'Enseignement (CE) et les Professeurs Certifiés (PC) sont des enseignants qui ont suivis des formations pédagogiques au sein des Ecoles Normales de Madagascar à savoir l'INFP pour les premiers et l'ENS pour les seconds. En revanche, les autres types d'enseignants constituent d'anciens universitaires (publics ou privés), issus des établissements supérieurs du pays.

2.3. Les élèves

Tableau N° 08 : Qualification professionnelle des parents d'élèves au lycée J. J. RABEARIVELO

Qualifications professionnelles	Pourcentage (%)
Chauffeurs	42
Vendeurs	24
Employés de zones franches ou des sociétés privées	15
Ménagères	12
Fonctionnaires	05
Autres métiers	02

Source : Bureau du Provisorat

D'après ce tableau, les parents d'élèves de ce grand lycée tananarivien sont de qualification professionnelle diverses mais ce sont les chauffeurs qui dominent (42%) suivis des vendeurs (24%) ainsi que les employés des sociétés privées ou des zones franches (15%). Figurent également parmi les métiers exercés par les parents d'élèves du lycée J. J. RABEARIVELO, le travail de ménagères que ce soit auprès des grands établissements hôteliers ou dans les maisons des particuliers (12%) avec les fonctionnaires (05%) ainsi que les autres métiers tels que employés de la CUA, taxi-phone, receveurs de bus, ... (02%). Donc, nous pouvons affirmer à partir de cette situation que la majorité des parents d'élèves de cette institution publique de la capitale travaillent dans le secteur privé car les fonctionnaires sont en nombre réduit. Ils sont de niveau de vie faible d'après les métiers qu'ils exercent. Et ces parents proviennent des classes sociales populaires pauvres des bas-quartiers environnants.

Tableau N° 09 : Effectif des élèves par classe au lycée J. J. Rabeariveloo

Classes	Nombre de sections		Nombre d'élèves
Seconde	17		915
	A	6	270
Première	C	3	148
	D	6	345
	A	9	469
Terminale	C	3	140
	D	6	335
TOTAL		50	2622

Source : Bureau du Provisorat

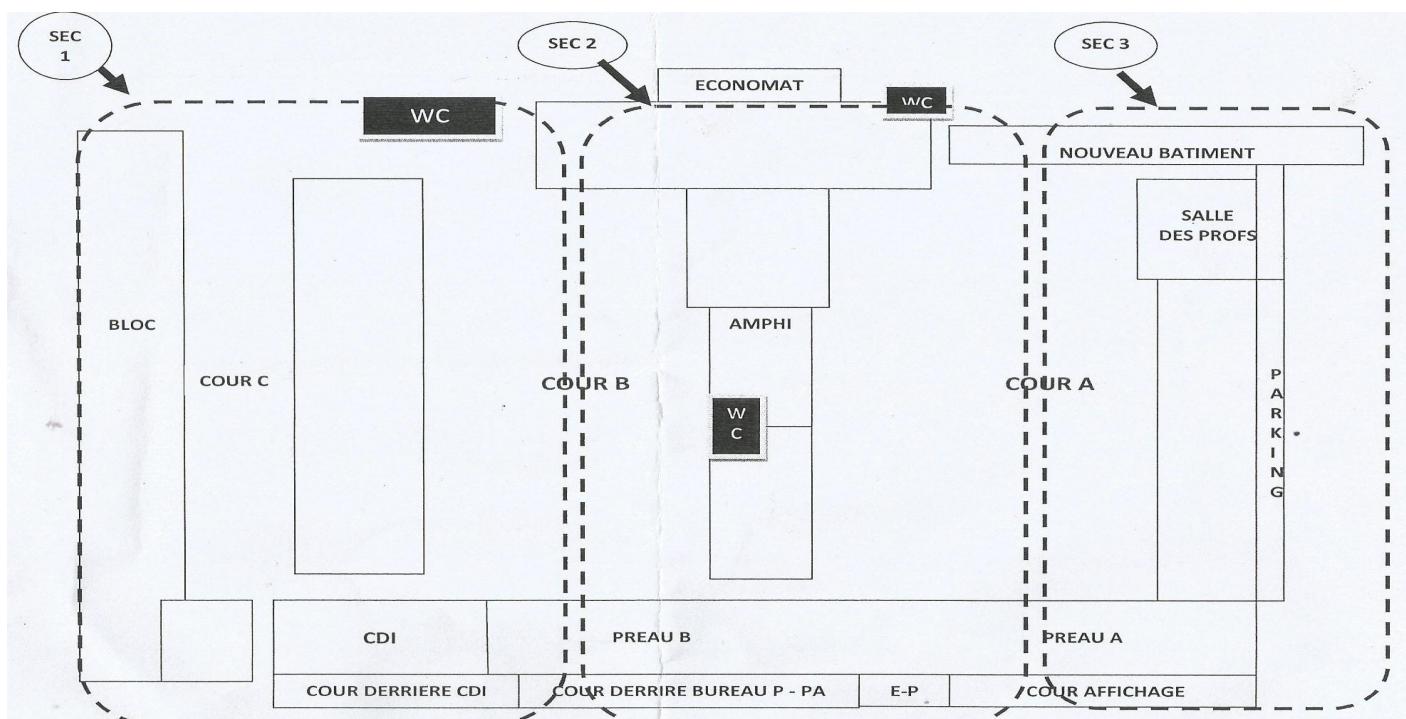
Pour cette année scolaire¹⁵, l'effectif total des élèves est de 2622 réparti en 50 sections dont 17 pour la classe de Seconde (915 élèves), 15 pour la classe de Première avec 06 sections de séries « A » (270 élèves), 03 pour les séries « C » (148 élèves), 06 pour les séries « D » (345 élèves).

En ce qui concerne la classe de Terminale, elle est divisée en 18 sections dont 09 pour les séries « A » (469 élèves), 03 sections de séries « C » (140 élèves), et 06 pour les séries « D » (335 élèves). Le ratio donnant 50 élèves/professeur constitue un sureffectif pour ce grand établissement. Cette situation est aggravée lors de la période de pluies et le passage des cyclones qui ont provoqué des fuites à certains toits des bâtiments scolaires.

Les classes de Seconde sont surtout concernées par ce problème. Cela oblige les professeurs à chercher des salles disponibles avant chaque cours. Cet handicap perturbe le bon déroulement des programmes scolaires en particulier.

III. LES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES PLAN DE MASSE DU LYCÉE J. J. RABEARIVELO

Figure n°04 : Plan de masse du Lycée JJ RABEARIVELO



Source : Provisorat

¹⁵ 2014-2015

3.1. Les bâtiments scolaires

Ce grand lycée de la capitale dispose de bâtiments scolaires répartis en 3 secteurs d'Ouest en Est. Pour les classes de Seconde, leurs salles se trouvent dans le secteur 01, dans le « Bloc » (un grand bâtiment de 3 étages), au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage, ainsi que dans un autre bâtiment avec plusieurs salles se trouvant entre la cour « C » et la cour « B ».



Photo n° 05: Le « Bloc » qui abrite quelques salles de la classe de Seconde et certaines salles spécialisées, cliché de l'auteur, mai 2015.

Par ailleurs, les salles qui se situent entre l'Amphithéâtre et le WC du secteur 01 de la cour « B » abritent également des salles de classes de Seconde. Concernant les classes de Première, leurs salles de classes se localisent dans le bâtiment du nord, du secteur 02, en face de la cour « B » et « A », au-dessus du dispensaire et de l'économat.

Quant aux classes de Terminales, le nouveau bâtiment du secteur 03, dans la cour « A » abritent leurs salles de classes au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage ainsi que les salles qui se trouvent entre la salle des professeurs et le local réservé aux TIC.

3.2.Les bâtiments administratifs :

Comme pour les bâtiments scolaires, les locaux destinés à l'administration se répartissent dans les 3 secteurs que compte l'établissement. Le « Bloc » abrite les salles spécialisés et les laboratoires au 2^{ème} et au 3^{ème} étage tandis que le CDI, les bureaux du Surveillant Général et

de la scolarité sont situés dans la cour « C », devant les terrains de basket-ball, en face desquels se localisent le bureau de la surveillance de la classe de Seconde.

Le bureau du Provisorat et du Provisorat-adjoint ainsi que celui du secrétariat se trouve le long du couloir au fond du préau « B ». Pour l'économat et le dispensaire, ils se situent dans la partie nord au fond du secteur 2, dans la cour « B ». Le rez-de- chaussée du nouveau bâtiment abrite le bureau de la surveillance de la classe de Première, en face de la salle des professeurs. Pour la salle « TIC », elle est située à l'extrémité sud des salles de Terminales.

Remarque : Le plan de masse qui se trouve dans l'annexe présente en détails l'emplacement des différents bâtiments du lycée J. J. Rabearivelo.

3.3.Les infrastructures sportives :

Ce lycée public est doté de quelques infrastructures sportives, à savoir : 2 terrains de basket-ball et de handball. Mais il est dépourvu de terrains de foot et de pistes d'athlétisme. Ainsi, les élèves de l'établissement doivent se déplacer au stade municipal de Mahamasina pour leurs activités sportives.



Photo n° 06: Terrain de basket du lycée J. J. RABEARIVELO, cliché de l'auteur, mai 2015

3.4. Autres bâtiments et infrastructures scolaires

Comme nous l'avons précisé dans les pages précédentes, le lycée J. J. Rabearivelo possède des salles spécialisées pour certaines disciplines qui sont dans le « Bloc ». En outre,

une salle « TIC » est présente au sein de l'établissement pour aider les élèves à maîtriser les Technologies de l'Information et de la Communication comme l'informatique et l'internet.

Par ailleurs, 3 locaux sont réservés pour les WC dont 2 pour les élèves et un sanitaire destiné aux professeurs. Notons également que ce grand lycée tananarivien est pourvu d'un Amphithéâtre pour les réunions et d'une grande salle dénommée « Palais des sports » pour les professeurs d'EPS ainsi que d'un parking, derrière la salle des professeurs.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Dans cette partie est traitée la méthodologie de recherche et la description générale du cadre d'étude. Concernant la méthodologie de recherche, un programme sur le déroulement de l'enquête est établi. Ainsi, il est sorti que les activités se sont étalées sur plusieurs mois, de janvier à décembre 2015, avec des travaux précis effectués durant chaque période. De plus, de nouvelles techniques sont acquises durant l'enquête auprès de l'établissement de la zone d'étude. Par ailleurs, la méthodologie de collecte de données s'est divisée en deux, à savoir : la méthode d'approche qualitative et celle dite « quantitative ». En outre, cette section met en relief la relation entre l'enseignement, l'éducation et le système éducatif afin de mieux cerner le sujet d'étude.

Pour l'établissement de la zone d'étude, son historique et sa situation géographique et administrative est très importante également pour une meilleure connaissance des réalités qui y existent. Ce grand lycée de la capitale se trouve dans le premier Arrondissement, au centre-ville et qui porte le nom du célèbre poète malgache. L'environnement scolaire de cet établissement est très spécifique à cause de son emplacement au centre-ville, dans un quartier populaire de la ville basse ainsi que sa vocation commerciale.

Retracer l'histoire du quartier d'Analakely est très importante dans la mesure où notre zone d'étude est intégrée dans ce quartier très populaire. Cet aperçu historique nous permet de comprendre à quel point cette partie d'Antananarivo qui se trouve au cœur de la ville tient un rôle primordial dans l'histoire de Madagascar tout entier. Son emplacement ainsi que sa vocation commerciale est également non négligeable.

Mais qu'en est-il du système éducatif malgache et des enseignants vacataires ?

DEUXIEME PARTIE :

ETATS DES LIEUX SUR LES REALITES DES ENSEIGNANTS-FRAM

CHAPITRE I : LE SYSTEME EDUCATIF A MADAGASCAR

I. LA PRESENTATION GENERALE DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE

L'éducation à Madagascar est gérée par trois départements ministériels¹⁶, qui ont respectivement leurs fonctions.

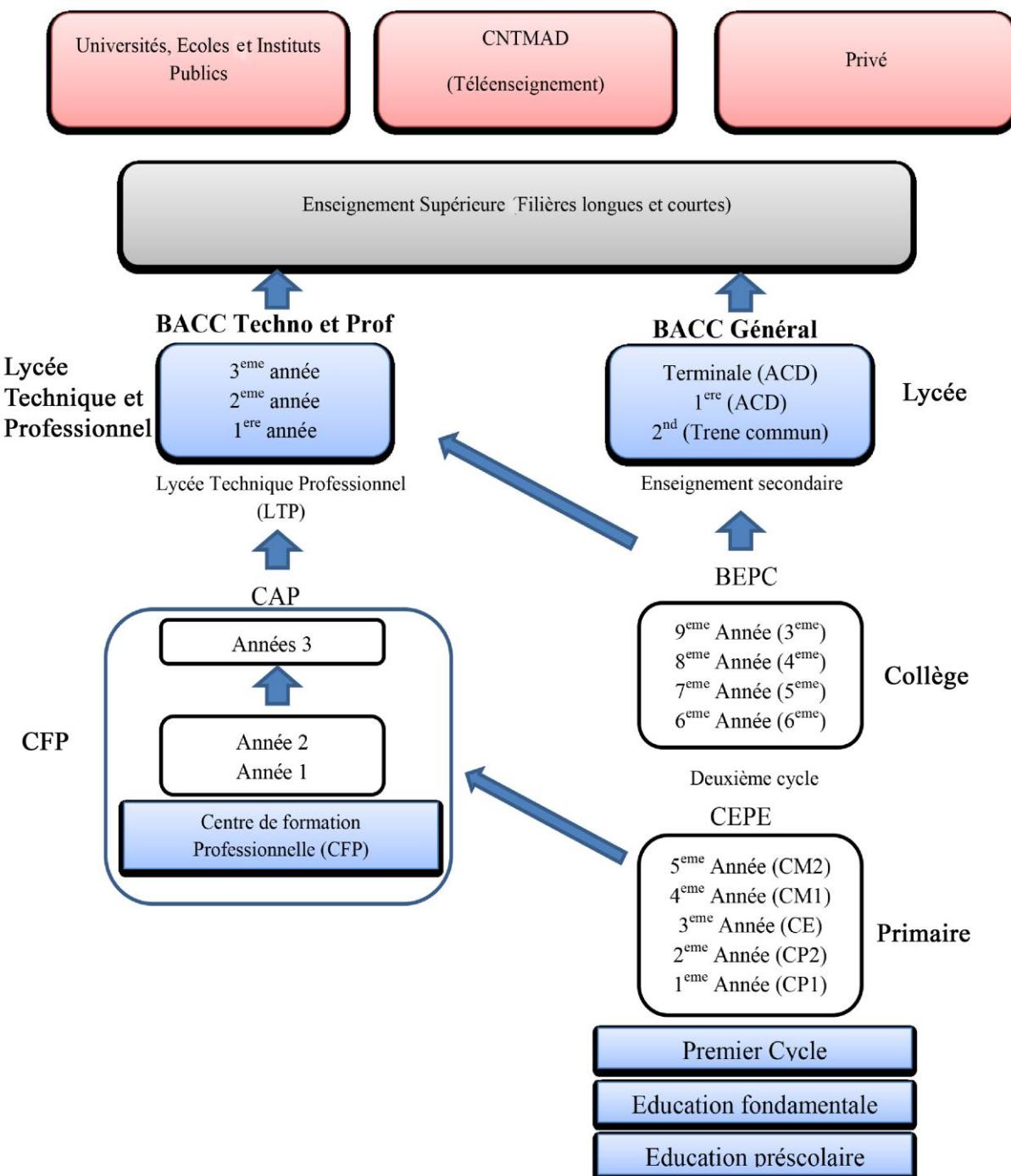
Le Ministère de l'Education Nationale ou le MEN se charge de l'éducation fondamentale qui est l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire. Ce ministère est en charge de l'enseignement depuis le jeune âge jusqu'à obtention du diplôme de baccalauréat. A titre de remarque, le MEN concerne l'enseignement général. Ensuite, l'enseignement technique et la formation professionnelle, qui est à la charge du Ministère de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle ou METFP. Et enfin, l'après bac est sous l'égide du Ministère de l'Enseignement Supérieur et des Recherches Scientifiques ou MENSUPRES.

Le système éducatif malgache résulte des différentes modifications depuis la période coloniale jusqu'à nos jours.

Le schéma ci-dessous résume de façon synoptique le système éducatif malgache actuel.

¹⁶ Organisation générale du gouvernement RAVELONARIVO, deuxième gouvernement de la 4^{ème} république

Figure n° 05: schéma du système éducatif malgache



Source : Madagascar EPT 2010, publication 2010, page 5

1. Structure et organisation du système d'éducation¹⁷

1.1. Enseignement pré- primaire :

Les activités préscolaires, pour les enfants de moins de 6 ans, ont existé de longue date à Madagascar. Toutefois, l'école maternelle telle qu'elle est prévue dans la loi n° 94-033 du 1995 (à savoir obligatoire et réservée en priorité aux enfants âgés d'au moins 3 ans) n'est pas encore entièrement mise en place.

1.2. Enseignement primaire :

L'enseignement primaire comprend cinq ans d'études. Il est obligatoire et l'âge officiel d'accès est 6 ans. La fin des études primaires est sanctionnée par le Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires (CEPE). A partir de la rentrée scolaire 2008-2009, le système éducatif était censé entamer sa première phase transitoire au cours de laquelle la nouvelle structure (7+3+2), c'est-à-dire 7ans au niveau primaire (du 12^{ème} à la classe de 5^{ème}), 3ans dans le secondaire du premier cycle : de la 4^{ème} à la seconde (CEG) et 2 ans au niveau secondaire du second cycle : classe de Première à la Terminale (Lycée), devait se substituer progressivement à l'ancienne (5+4+3), sur la base de l'article 41 de la loi 2008/011 du 17 juillet 2008 (temporairement suspendu le mois de mars2009). La durée des études devait être subdivisée en une éducation fondamentale d'une durée de 10 ans et un enseignement secondaire de deux ans. (MEN, 2008).

1.3. Enseignement secondaire :

Au sein de l'enseignement secondaire, deux cycles sont distinguées à savoir : le premier cycle pour une durée de quatre ans (collège d'enseignement secondaire général ou technique), sanctionné par le Brevet d'études du premier cycle (BEPC) ; et le second cycle pour des études de trois ans (lycée d'enseignement secondaire général ou technique), menant au baccalauréat de l'enseignement secondaire (quatre ans dans le cas du baccalauréat professionnel). Au niveau de la formation professionnelle, la formation après la cinquième est

¹⁷ Elaboré par UNESCO-BIE(<http://www.ibe.unesco.org/>)
Données mondiales de l'éducation. 7e édition, 2010/11

sanctionnée par le Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) après deux ans d'étude et par le Brevet d'Etudes Professionnelles (BEP) après trois ans.

1.4. Enseignement supérieur

Selon la loi, l'enseignement supérieur dispense trois types de formation : une formation courte qui vise à la préparation et à la qualification des techniciens supérieurs (en général, deux ans d'études pour le brevet ou le diplôme de technicien supérieur) ; une formation longue, organisée en cycles, dont le nombre, la nature et la durée peuvent varier en fonction de la discipline ; et une formation à la carte dispensée suivant les besoins spécifiques exprimés par les utilisateurs. La durée des études est de deux à trois ans dans l'enseignement technique supérieur (instituts et écoles normales) et de quatre à huit ans à l'université. D'une manière générale, deux ans d'études sont nécessaires pour le diplôme universitaire d'études littéraires (DUEL) et le diplôme universitaire d'études scientifiques (DUES) ; trois ans pour la licence ; quatre ans pour la maîtrise ; et cinq ans pour le diplôme d'études approfondies (DEA).

Remarque : Actuellement, l'université fonctionne selon le système LMD¹⁸ (Licence, Master, Doctorat) sur la base d'une capitalisation des crédits. Le système LMD est également appelé système 3, 5,8 par référence à la durée de préparation des diplômes correspondants : L= bac +3, M= bac +5, D= bac + 8.

Il s'agit d'une organisation des formations universitaires, inspirée de celle en vigueur dans les pays anglo-saxons, généralisée dans les pays de l'espace européen. Le système LMD devient un système international d'harmonisation des cursus et des diplômes, favorisant la mobilité internationale .

¹⁸ Cours d'administration et de législation scolaire à l'ENS.

2. L'effectif du personnel enseignant à Madagascar

Le personnel enseignant qualifie toute personne qui exerce le métier d'enseigner à titre permanent ou en vacation, du secteur public ou privé. Le corps du personnel enseignant malagasy englobe tous les enseignants du secteur public et ceux du secteur privé.

2.1. L'effectif du personnel enseignant dans le secteur public

Traiter le problème de l'effectif du personnel enseignant dans le secteur public, c'est essayer de résoudre une problématique de la fonction publique malagasy. Bon nombre de personnes ont déjà essayé d'apporter des éclaircissements sur ce sujet : des chercheurs, des enquêteurs mais les résultats sont vains. C'est la raison pour laquelle on expérimente à creuser d'autres horizons d'informations, d'ouvrages, des données statistiques. En ce qui concerne le département de l'éducation nationale, le nombre du personnel enseignant varie chaque année à cause des retraités et des nouveaux recrutés.

Tableau 10: Effectif total des enseignants en classe dans les établissements publics et privés

Année scolaire	Préscolaire	Primaire	Collège	Lycée	FPT	Total
2004-2005		71.070	23.550	8.430	2.177	105.227
2005-2006		83.835	26.677	8.674	2.138	121.324
2006-2007	6.047	85.378	29.893	10.135	2.143	133.596
2007-2008	7.270	91.494	31.774	10.271	2.115	142.924
2008-2009	7.452	99.252	38.921	12.505	3.646	161.776

Source : repère statistique, MEN, année 2009, page 18.

En général, l'effectif du personnel des établissements scolaires n'a cessé d'augmenter à tous les niveaux d'enseignement durant les 5 dernières années. Si l'augmentation a été de 29% pour le primaire, elle a été de plus de 45% pour les collèges, les lycées et les établissements techniques. D'autre part, l'effectif du personnel en classe est nettement dominé par le sexe féminin dans le préscolaire (98%) et le primaire (56,4%)¹⁹.

¹⁹ MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE: « *repère statistique* », Direction de la Planification de l'Education, MEN, 2009, p.24

Tableau 11: Effectif total des enseignants du secondaire dans le secteur public

Caractéristiques	En classe	Non en classe	TOTAL
Public	13.490	3.623	17.113
Privé	12.175	2.486	14.661

Source : repère statistique, MEN, année 2009, page 24.

A la rentrée scolaire 2007, 31 774 membres du personnel en classe et non en classe exercent dans les 2 507 collèges recensés non fermés, dont 17 113 dans le secteur public. L'effectif total d'enseignants en classe a connu une hausse de 31,6% par rapport à la rentrée 2004, et 24,3% par rapport à celle de 2008 (y compris les 2 985 Enseignants Semi Spécialisés ou ESS).

2.2. Le nombre des établissements éducatifs à Madagascar :

Le nombre d'enseignants s'accroît proportionnellement à celui des établissements créés.

Tableau 12: le nombre d'établissements publics et privés durant l'année scolaire 2007/2008 à Madagascar

Types d'enseignement	Nombre des Etablissements	Effectif des Enseignants
Préscolaire	2 903	6 089
Primaire	24 387	85 257
Collège	2 507	25 665
Lycée	542	7 706
FPT	68	1 661
Université	6	940
Institutions supérieures privées	50	nd
IST	2	29
Total	30 465	127 347

Source : repère statistique, MEN, année 2009, page32

Le nombre de collèges pour l'année scolaire 2007/2008 est de 2 507 établissements contre 542 pour les lycées. Une évolution positive est constatée dans la création de nouveaux établissements par rapport aux années précédentes. Par exemple 1 740 bâtiments scolaires ont été nouvellement construits avec 182 collèges et 54 lycées en sus. Si l'accroissement annuel moyen des effectifs des apprenants dans la formation professionnelle et technique des collèges techniques et des LTP est de 9,1%, faute de données de la part du secteur privé, cet accroissement est passé de 4,3% entre 2005-2006 et 2006-2007 à 18,7% en 2007-2008. En conséquence, le nombre d'apprenants dans les établissements techniques, est en moyenne 103 apprenants pour 100 000 habitants.

II. REALITES SUR LA SITUATION DES ENSEIGNANTS FRAM

1. Qu'est-ce qu'un enseignant FRAM ?

Par définition²⁰, un enseignant FRAM ou « maître- FRAM » est un auxiliaire sans qualification professionnelle qui a été recruté sur l'initiative des parents d'élèves par l'intermédiaire des Associations des Parents d'élèves ou « FRAM » (Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra). Face à la création massive d'écoles primaires par les communautés depuis 1975²¹, le Ministère de l'Education Nationale ne parvient plus à combler les besoins en enseignants des écoles publiques. Ainsi, cette situation, par le biais de leur association FRAM, les parents d'élèves deviennent contraints d'en recruter pour enseigner leurs enfants, raison de la naissance de nouvelle catégorie d'enseignants dénommés maîtres FRAM, c'est-à-dire embauchés localement et pris en charge par les associations de parents d'élèves FRAM. Avant 2003, leur effectif de 8000 était passé de 13 000 en 2004 à 35 000 en 2007, soit 53% des enseignants des écoles primaires. En grande majorité, ils sont titulaires d'au moins du BEPC au niveau primaire et du BACC ou de la Licence au niveau secondaire. L'association des parents d'élèves s'est engagée à les rémunérer et ce, de différentes manières, en fonction de leurs possibilités (paddy et/ou argent en espèces et/ou parcelle de terre à cultiver pour une durée limitée...). Officiellement, ils sont payés à 100.000 Ar/mois

²⁰D'après le Président de l'association des enseignants-FRAM

²¹La professionnalisation des enseignants de l'éducation de base: les recrutements sans formation initiale séminaire international : 11-15 juin 2007, Madagascar, Marc RAKOTONDRAKASANA ? Formateur à l'INFP.

pour les non subventionnés et 110.000 Ar/mois pour les subventionnés du primaire et 220.000 Ar/mois pour les subventionnés du niveau secondaire.

1.1.Leurs origines

L'introduction des enseignants FRAM dans le système éducatif malgache résulte de plusieurs facteurs : d'une part, le rôle de l'Etat par la mise en place des différentes lois sur la réforme de l'éducation et le mode de recrutement, et d'autre part, la pression des bailleurs de fonds par le « gel des fonctionnaires ». En effet, le système éducatif malgache présente, depuis l'indépendance de Madagascar en 1960, des visages différents suivant les régimes politiques en place et les engagements internationaux pris dans le domaine de l'éducation et de la formation. Mais, essentiellement, les décisions prises à partir de la Deuxième République (depuis 1975) ont favorisé la naissance de ces nouveaux types d'enseignant.

1.2.Différentes lois mises en place par le Ministère de l'Education sur la réforme du système éducatif²² et la pression des bailleurs de fonds

1.2.1. Loi 78-040 du 17 juillet 1978

Elle préconise la décentralisation, la démocratisation et la malgachisation. Le secteur de l'éducation avait connu une multiplication des institutions de l'éducation et de formation, une forte expansion des effectifs, une participation dynamique de la communauté dans la construction de bâtiments scolaires, et un changement dans les contenus et la transmissions des savoirs ainsi que dans la formation des enseignants.

1.2.2. Loi 94-033 du 15 mars 1995

Cette loi porte sur l'orientation générale du Système d'éducation et de formation à Madagascar (*JO n° 2379 du 21.08.96 p. 1684*). En réponse aux doléances sociales en faveur du changement, exprimées depuis plusieurs années, principalement lors du Forum national, la loi 78-040 devient caduque.

Afin de donner un cadre conforme aux résolutions du Forum national, et à l'esprit de la nouvelle Constitution, la promulgation d'une nouvelle loi d'orientation portant un changement au Système d'Education d'Enseignement et de Formation à Madagascar (SEEFM) est devenue nécessaire. Les objectifs fondamentaux qui constituent cette nouvelle loi sont :

²² Cours d'administration et de législation scolaire à l'ENS.

- ✓ La libération des contenus et du système d'enseignement de tout précepte idéologique,
- ✓ La promotion du partenariat dans la gestion des établissements scolaires,
- ✓ L'aménagement d'un espace large au profit des langues étrangères à côté de la langue nationale,
- ✓ La décentralisation de pouvoirs de responsabilité en matière de gestion des établissements scolaires et de formation transférés aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

1.2.3. Lois N° 2004-004 du 26 juillet 2004 et N° 2008-011 du 17 juillet 2008 (EPT : Education Pour Tous):

Ces lois portant orientation générale du SEEFM revêtent des principes fondamentaux articulés autour de quelques idées forces :

- ✓ Droit à l'éducation et à la formation (Education Pour Tous),
- ✓ Décentralisation de pouvoirs et compétences en matière de gestion des établissements scolaires aux CTD,
- ✓ Adoption de partenariat dans la gestion des établissements scolaires,
- ✓ Importance de l'école et des établissements d'enseignement et de formation en matière d'éducation,
- ✓ Droits et obligations de l'élève (apprenant),
- ✓ Mise en place de l'Office National de l'Education de Masse et du Civisme (OECM).

Remarque :

- Cette dernière loi a fait l'objet d'un projet de loi n°2005-041 du 23 novembre 2005 modifiant certaines dispositions en matière d'orientation du SEEFM. Cette modification concerne particulièrement l'éducation fondamentale du premier cycle pour une durée de sept ans au lieu de cinq ans et l'éducation fondamentale du second cycle réduite à trois ans au lieu de quatre ans. Ainsi, l'éducation fondamentale est dispensée sur dix ans.
- Le nouveau Plan EPT (2008) est en ligne avec les objectifs du MAP²³ et avec ceux du millénaire. Parmi les principales réformes, l'allongement du primaire de 5 à 7 ans et la fourniture d'une éducation de base de dix ans figurent parmi les grands chantiers. La mise en place des réformes est prévue de manière progressive. Ainsi, l'expansion du primaire se fera-t-

²³ MADAGASCAR: EN MARCHE VERS L'EDUCATION PRIMAIRE UNIVERSELLE POUR TOUS ? : Diane COURY et Nelly RAKOTO-TIANA, Edition IRD, Marseille 2010.

elle sur une période de sept ans, avec une expérimentation des nouveaux curricula et des manuels avant leur généralisation progressive.

1.2.4. La pression des bailleurs sur le « gel des fonctionnaires »

Au milieu des années 80²⁴, les bailleurs de fonds tels que le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale ont imposé à l'Etat malgache le « gel des fonctionnaires ». Il s'agit d'une série de mesures interdisant le recrutement de nouveaux fonctionnaires afin de limiter les dépenses. Le secteur de l'éducation a été la principale victime, car le nombre d'enseignants fonctionnaires était insuffisant. Ce qui a provoqué la naissance des enseignants-FRAM payés par les parents d'élèves.

2. L'évolution de la situation des enseignants-FRAM :

Dans le but d'alléger les charges parentales et afin d'améliorer leur conditions de travail pour une meilleure efficacité, l'Etat a pris l'initiative de mettre en place plusieurs mesures avec l'aide des partenaires internationaux comme l'UNICEF.

2.1.L'octroi de subventions :

Depuis 2003²⁵, l'Etat Malagasy décida de subventionner les maîtres FRAM, par le biais d'une indemnité mensuelle payée pendant 9 mois, et par souci de normaliser le recrutement d'enseignants, la circonscription scolaire collabore avec les parents d'élèves, en fonction des quotas et des critères d'embauche fixés par le Ministère. En 2007, cette subvention s'élève à 27,5 Dollars US (environ 80.000 Ar) par maître FRAM par mois, pendant 9 mois, correspondant à 1,8% du PIB, contre 3,1 % pour les enseignants fonctionnaires, montant que les maîtres-FRAM perçoivent auprès des Postes Malagasy. Ce soutien financier de l'Etat pour ces auxiliaires de l'enseignement se poursuit jusqu'à ce jour mais il connaît des retards, ce qui perturbe les cours dans certains établissements.

²⁴ Selon un entretien avec le Directeur de Cabinet du MEN, février 2015.

²⁵ La professionnalisation des enseignants de l'éducation de base: les recrutements sans formation initiale séminaire international : 11-15 juin 2007, Madagascar, Marc RAKOTONDRAZANA, Formateur à l'INFP.

2.2.Formation initiale et continue à renforcer²⁶

Avant 2003, tous les maîtres FRAM étaient recrutés sans formation initiale. Toutefois, ils participaient aux programmes de formation continue organisés à l'intention des enseignants des écoles primaires dans le cadre des journées pédagogiques (3 à 5 jours par bimestre). La circonscription scolaire en définissait le thème en se basant sur les besoins exprimés par les enseignants ou sur ceux constatés par les encadreurs locaux (directeur d'école, Chef de ZAP, conseillers pédagogiques, inspecteurs). Entre 2004 et 2006, 2000 maîtres FRAM/an (de niveau BEPC ou BACC) ont été sélectionnés par voie de concours et avaient pu poursuivre une formation initiale d'un an auprès des 18 Centres Régionaux de l'Institut National de Formation Pédagogique (CRINFP) répartie en 6 mois de cours intra-muros et 6 mois de stage pratique en alternance dans les écoles. L'issue de cette formation leur permettait d'acquérir le statut de contractuels de l'Etat pendant 6 ans et par la suite, de jouir du statut de fonctionnaire.

En 2005, 7500 nouveaux maîtres FRAM bénéficiaient d'une formation initiale courte de 12jours, assurée par des ONG et axée particulièrement sur la prise en main d'une classe mais sans avoir été reconduite les années suivantes. À partir de l'année scolaire 2008-2009, Madagascar allant passer du système 5+4+3 aux systèmes 7+3+2 et, à terme, les enseignants FRAM ainsi chargés des 5 premières années du primaire, il devient nécessaire de mettre en place une perspective de carrière pour ces enseignants. L'objectif du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRES), par le biais de l'Institut National de Formation Pédagogique (INFP), est de développer, d'ici 5 ans, chez les 35 000 maîtres FRAM les mêmes compétences professionnelles que celles des enseignants ayant bénéficié d'une formation initiale dans les CRINFP. Ces compétences professionnelles sont organisées en trois niveaux. Atteindre un niveau permet au maître FRAM d'obtenir un « crédit » de 10 points, ce qui lui permet alors d'accéder au niveau suivant, et de bénéficier d'une augmentation de sa subvention mensuelle. Actuellement, Madagascar est en plein chantier pour former ces enseignants sans formation initiale. Mais des questions se posent : Quel statut donner à ces enseignants FRAM après leur formation : Fonctionnaires de la communauté? Contractuels de l'Etat ou de la communauté ? Employés communaux/régionaux ?

²⁶ Idem

2.3. Leur recrutement

L'institution de l'éducation publique fait partie de l'ensemble du secteur de l'Etat. Cela veut dire que toute personne intégrée dedans est considérée comme agent sous la subordination de l'Etat. A titre de rappel, le recrutement au sein de la Fonction Publique doit être conforme à la disposition de l'Article 20 de la Loi 2003-011 portant SGF qui stipule que « tout recrutement et /ou nomination doit correspondre à une vacance d'emploi et à une disponibilité de poste budgétaire y afférent ». Le recrutement des enseignants FRAM est soumis à la classe d'embauche par voie d'intégration. L'intégration des agents non encadrés dépend de la disponibilité de postes budgétaires et du besoin du Département employeur²⁷.

En général, au début du processus, la vacance de poste est constatée par le chef de l'établissement, parfois par le Directeur du CEG ou le Proviseur du lycée. Ces derniers constatent le manque d'enseignants et font état de la matière en carence. Ainsi, le Chef d'établissements envoie un rapport de situation des effectifs au chef ZAP, au Chef CISCO et à l'association des parents d'élèves. Après réception de l'avis du Chef CISCO, le chef d'établissement peut commencer la procédure de recrutement. Ainsi, toutes personnes intéressées peuvent manifester leur intérêt si elles répondent aux critères demandés. Les dossiers à fournir sont les mêmes que le recrutement des agents non encadrés de l'état. Le chef d'établissement conjointement avec les membres de bureau de l'association des parents d'élèves décide du nombre, du critère d'admissibilité de recrutement, du dépouillement et du choix du candidat.

2.4.L'effectif des enseignants-FRAM

Tableau 13: effectif des enseignants-FRAM au sein du MEN (Education Fondamentale)

Fonctionnaires	FRAM Non subventionné	FRAM Subventionné	Autres	TOTAL
28.611	29.450	11.422	130	69.613

Source : repère statistique, MEN, année 2009, page38

²⁷ Loi N° 94-025 du 17 Novembre 1994 relative au Statut Général des agents non encadrés de l'État

Pour l'année scolaire 2008-2009, le personnel en classe de l'Education fondamentale du 1^{er} cycle de cinq ans (primaire public) se compte à 69 613 (52,5% de femmes) enseignants fonctionnaires et non fonctionnaires s'ils étaient au nombre de 48 871 en 2004-2005. Le taux d'encadrement a baissé en passant de 60 à 51 élèves par maître de 2005 à 2009. En raison d'une politique de recrutement et de prise en charge des FRAM (octroi de subvention) par l'Etat, le nombre d'enseignants non fonctionnaires a connu une forte croissance de 20,7% par an en moyenne, tandis que l'effectif des fonctionnaires reste stable avec, toutefois un faible fléchissement de moins 0,8% de 2005 à 2009. A la rentrée scolaire 2008- 2009, sur les 41 002 enseignants non fonctionnaires en classe recensés dont 48,9% de femmes, 71,8% soit 29 450 étaient subventionnés par le MEN sur son budget de fonctionnement (28 562 en 2007-2008); 27,9% (11 422) payés par l'Association des Parents d'Elèves ou FRAM (7 663 en 2007-2008) et 0,3% (130) pris en charge par des partenaires autres que FRAM (240 en 2007-2008). Actuellement, le nombre d'enseignants-FRAM atteint 70 000²⁸ environ.

Dans la CISCO de Tana-ville, ils se répartissent comme suit²⁹:

- EPP : 707 dont 607 subventionnés,
- CEG : 120 dont 53 subventionnés,
- Lycée : 109 dont 09 subventionnés,

2.5.Paiement de leur salaire³⁰

• Effort de l'EPT dans le paiement des FRAM

En 2005/2006, 28 177, soit 92%, de ces enseignants non fonctionnaires étaient subventionnés par le MEN. Toutefois à partir de 2006-2007, ce pourcentage passait de 75% à 67% en 2013-2014 et encore une amélioration de 30 000 Ar/mois par ENF sur 9 mois en 2005, à 55 000 Ar/mois sur 10 mois, à 100 000 Ar /mois/enseignant sur 12 mois en 2010 et à 110 000 Ar en 2012. Suite à la diminution du budget alloué par l'Etat, le paiement des subventions des enseignants-FRAM pour l'année scolaire 2013-2014 a été assuré par l'État, les PTF ainsi que par le biais du PAUSENS13 (11 995 sur 12 645 ENF payés soit 95% de réalisation) et du PAUET 14 projet financé par GPE (21 527 sur 21 635 ENF payés soit 99,5% de réalisation).

²⁸ D'après le Président de l'association des enseignants-FRAM

²⁹ Selon Madame la responsable des ENF de la CISCO de Tana-ville.

³⁰ Selon un entretien avec le Directeur de Cabinet du MEN, février 2015.

- **Dotation de caisse école³¹**

Depuis 2003, le gouvernement transfère directement à toutes les écoles primaires tant publiques que privées, une caisse pour assurer leurs fonctionnements. Celle-ci se répartit en fonction du nombre d'élèves et de la zone de localisation de l'école. Ce montant varie, allant de 2000 Ar/élève en moyenne en 2003, s'élevant à 3000 Ar en 2007 pour chuter à 800 Ar/élève durant la crise de 2009. Mais, depuis 2010, seules les écoles publiques en bénéficient.

Dès lors, suite à la crise, le volume des caisses écoles a baissé, le transfert a accusé beaucoup de retard et n'arrive à l'école que vers le mois de janvier, c'est-à-dire, 3 mois après la rentrée scolaire. Bien que prévue par l'État en 2013-2014 pour les EPP, elle n'a pu être versée aux écoles suite à l'arrêt des financements ordonnés vers la fin de l'année 2013 à cause de la crise politique traversée par le pays durant cette période.

³¹ D'après le Président de l'association des enseignants-FRAM

CHAPITRE II : ANALYSE DES RESULTATS ET LEURS INTERPRETATIONS

La présentation des résultats représentent la partie objective du mémoire. A l'aide des résultats, les hypothèses avancées dans le cadre théorique sont confirmées ou infirmées³².

I. Connaissance des enseignant-FRAM :

Il s'agit de déterminer si les personnes enquêtées sont informées ou au courant de l'existence des enseignants-FRAM. La technique utilisée est de répondre aux questions posées dans la fiche d'enquête. Il s'agit là de la première question dans cette fiche : « **Connaissez-vous, qu'est-ce qu'un enseignant-FRAM ?** ». Le tableau suivant nous donne les réponses à cette question.

Tableau 14: La connaissance des enseignants vacataires

REPONSE N°01	OUI	NON	BLANC	TOTAL
Nombre	900	0	0	900
Pourcentage	100%	0%	0%	100

Enquête de l'auteur, mai 2015.

Ce tableau nous montre que toutes les personnes enquêtées connaissent la signification d'enseignants vacataires puisque sur les 900 personnes de la population d'enquête, la totalité a répondu positivement les connaître, soit 100%. Pour ainsi dire que ces types d'enseignants sont très connus dans le système éducatif actuel. En effet, la plupart des établissements publics malgaches, collaborent avec des enseignants vacataires, surtout au niveau primaire dans les zones rurales.

Cette situation s'explique par l'insuffisance d'enseignants titulaires, c'est-à-dire des fonctionnaires dans ces établissements publics malgaches. Ainsi, pour assurer l'éducation de leurs enfants, les parents d'élèves recourent au recrutement des enseignants payés par eux par le biais de leur association : le FRAM parce que l'Etat n'est plus en mesure de payer les salaires des nouveaux enseignants.

³² DUBOIS (Jean-Marie) : *Les cahiers du SIST, la rédaction scientifique de mémoires et de thèses : forme régulière et par articles*, Edition Estern, Belgique, 2004, p.86

II. Nécessité de recourir aux services des enseignants-FRAM :

Notre fiche d'enquête comporte, la question suivante : « **D'après vous, a-t-on besoin des enseignants-FRAM dans les établissements d'enseignement ?** pour savoir s'il est nécessaire de recourir à leurs services.

Tableau 15: Nécessité de recourir aux services des enseignants-FRAM

REPONSE N°02	OUI	NON	BLANC	TOTAL
Nombre	684	207	9	900
Pourcentage	76%	23%	1%	100

Enquête de l'auteur, mai 2015.

Nous constatons sur ce tableau qu'une grande partie des personnes enquêtées à raison de 76% sont d'accord pour recourir aux services des enseignants vacataires. Ainsi, selon les résultats de cette question, les vacataires sont très utiles dans le système éducatif malgache. Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'insuffisance d'enseignants titulaires et l'impossibilité par l'Etat de prendre en charge le salaire de nouveaux enseignants ont rendu le recours à ce service des vacataires, jusqu'à devenir incontournable dans le court terme. Les résultats de cette question confirment ainsi notre première hypothèse. En effet, beaucoup d'établissements ont besoin des services de ces enseignants vacataires.

En général, compte tenu de leur nombre, plus de 70.000, qui ne cesse de croître ces dernières années, représentant 58,9% de l'ensemble des enseignants en classe en 2009, ces maitres- FRAM sont majoritaires dans l'enseignement primaire, en particulier dans les zones rurales.

A titre d'exemple, il existe même des établissements³³ où seul le chef d'établissement est fonctionnaire, mais tous les autres membres du personnel sont constitués par des vacataires.

Cependant, 23% des personnes enquêtées ne sont pas d'accord sur la nécessité de recourir aux services des enseignants vacataires et 1% a voté « blancs », c'est-à-dire sans

³³ EPP Antetezana, Commune Tsarasaotra, ANJOZOZOROBE durant l'année scolaire 2010-2011.

donner leur avis. Les raisons qui poussent cette proportion de la population à refuser les services des enseignants vacataires sont les suivantes :

- ✓ manque de confiance aux enseignants vacataires ;
- ✓ blocages provoqués par ces enseignants sur l'enseignement ;
- ✓ manque de formations ;
- ✓ existence d'enseignants titulaires, pourquoi encore demander les services des FRAM?
- ✓ considération comme étant des charges supplémentaires pour les parents d'élèves ;
- ✓ mode de recrutement considéré comme illégal ;
- ✓ enseigner n'est pas leur vocation, mais à défaut d'emplois, mieux vaut devenir enseignants.

III. Qualité de services offerts par les enseignants-FRAM :

Dans cette partie, nous voulons savoir si la qualité de services offerts par les enseignants-FRAM est-elle la même que celle des enseignants titulaires (fonctionnaires). La question que nous avons posée est : « **La méthode d'enseignement des enseignants FRAM est-elle la même que celle des autres enseignants ou différente ?** ». La réponse y afférente se résume dans le tableau ci-dessous :

Tableau 16: Qualité des services offerts par les enseignants- FRAM

REPONSE N°03	OUI	NON	BLANC	TOTAL
Nombre	576	288	36	900
Pourcentage	64%	32%	4%	100

Enquête de l'auteur, mai 2015.

Les résultats de ce tableau nous montrent que sur les 900 personnes de la population d'enquête, 576 (64%) ont estimé n'y avoir pas trouvé de différence entre la méthode d'enseignement des enseignants vacataires et celle des enseignants titulaires. Pour 288 enquêtés (32%), la méthode d'enseignement n'est pas la même et 36 personnes (4%) ne se sont pas exprimées, c'est-à-dire sans avis sur la question.

Cette situation peut donner un éclaircissement à notre deuxième hypothèse parce que les enseignants vacataires ont une compétence dans le domaine de l'enseignement, malgré leur manque de formation.

De ce fait, ils peuvent assurer le travail d'enseignant mais ils doivent se perfectionner par des formations pour avoir de meilleurs résultats.

Ce tableau illustre que les services offerts par les enseignants vacataires ainsi que leur méthode d'enseignement sont satisfaisants au sein des établissements publics malgaches, malgré l'existence d'une partie de la population d'enquête contre cette opinion.

En effet, en dépit de leur statut qui reste encore flou sur le plan administratif, l'Etat, avec l'appui des partenaires étrangers, s'efforce de régulariser et de normaliser cette situation. Et grâce à des échanges avec leurs collègues, enseignants titulaires, qui ont plus d'expériences et qui ont reçu des formations, ces enseignants-FRAM commencent à acquérir une certaine compétence dans le domaine.

IV. Impact négatif sur l'enseignement de l'existence des enseignants vacataires:

Il s'agit ici de déterminer si le fait de recruter des vacataires dans les établissements publics a des conséquences néfastes sur l'enseignement ou les élèves. Ainsi, la question suivante a été posée : « **L'existence des enseignants vacataires pourrait-elle provoquer des impacts négatifs sur l'enseignement? »**

Le tableau ci-dessous nous renseigne sur la réponse à cette question :

Tableau 17: Impact négatif de l'existence des enseignants vacataires sur l'enseignement

REPONSE N°04	OUI	NON	BLANC	TOTAL
Nombre	423	459	18	900
Pourcentage	47%	51%	02%	100

Enquête de l'auteur, mai 2015.

Il est constaté selon les résultats de ce tableau que la moitié de la population d'enquête, soit 459 personnes enquêtées (51%) répondent qu'il n'y a pas d'impacts négatifs sur l'enseignement l'existence des enseignants vacataires au sein des établissements publics. En revanche, 423 enquêtés (47%) pensent que le fait de recruter des vacataires provoquerait des conséquences négatives sur l'enseignement, si 18 (2%) ne se sont pas exprimés.

Cela traduit toujours la confiance des personnes enquêtées sur les services offerts par ces types d'enseignants, comme nous venons de le montrer précédemment même s'ils manquent de formation. En revanche, les 423 personnes de la population d'enquête (47%) qui ne sont pas de cet avis montrent que tout le monde ne voit pas de bon œil l'arrivée de ces nouveaux types d'enseignant dans le système éducatif malgache. Pour les raisons suivantes :

- ✓ les enseignants vacataires ne maîtrisent pas, voire ne connaissent pas la législation scolaire ;
- ✓ ils ne sont pas sérieux dans la réalisation de leur travail ;
- ✓ ce sont des grévistes et ils sont toujours absents à l'école ;
- ✓ leur programme n'est pas toujours atteint, leurs cours sont incomplets ;
- ✓ ils ne connaissent pas la pédagogie.

Ce sont surtout les enseignants issus des écoles de formation (INFP, CRINFP, ENS) qui se regroupent au sein de l'association dénommée CNM (Collectif des Normaliens de Madagascar) qui sont contre le recrutement des enseignants-FRAM au sein des établissements publics. Ils réclament que la priorité soit donnée dans le recrutement d'enseignants fonctionnaires à ces Normaliens qui ont reçu une formation spécialisée³⁴ dans l'enseignement. Selon toujours des responsables du CNM, ces personnes ont les compétences nécessaires dans le domaine de l'enseignement et ce n'est pas pour rien que l'Etat a mis en place ces établissements de formation qui constituent des dépenses énormes. Mais comme l'Etat ne dispose pas des moyens indispensables pour combler ce manque d'enseignants dans les établissements publics malgaches, l'intervention des enseignants FRAM est la bienvenue.

V. Impact négatif de l'existence des enseignants vacataires sur les résultats des examens officiels (BEPC, BACC).

Notre étude va se focaliser sur les répercussions néfastes de l'existence des enseignants vacataires sur les résultats des examens officiels. Ainsi, nous allons examiner s'ils ont un rôle à jouer sur les mauvais résultats des élèves aux examens officiels et quelles en sont leurs responsabilités, à travers la question suivante: « **La présence des enseignants vacataires travaillant au sein des établissements publics malgaches pourrait-elle avoir des impacts négatifs sur les résultats des examens officiels (BEPC, BACC) ?** ».

Le tableau ci-dessous nous montre les réponses à cette question :

³⁴ Entretien avec le Président du CNM, mars 2015.

Tableau N° 18: Impact négatif de l'existence des enseignants vacataires sur les résultats des examens officiels (BEPC, BACC).

REPONSE N°05	OUI	NON	BLANC	TOTAL
Nombre	477	414	9	900
Pourcentage	53%	46%	1%	100

Enquête de l'auteur, mai 2015.

D'après ce tableau, la réponse des personnes enquêtées sur la question posée donne les résultats suivants : 477 (53%) sont d'accord sur l'impact négatif de l'existence des enseignants vacataires sur les résultats des examens officiels, 414 (46%) s'opposent à cet avis, c'est-à-dire qu'ils pensent que les vacataires ne sont pas responsables des mauvais résultats des examens officiels et 9 personnes (1%) seulement n'a pas donné son opinion.

Cela montre que plus de la moitié des enquêtés mettent sur le dos des enseignants vacataires les mauvais résultats des examens officiels.

Leurs argumentations sont les suivantes :

- ✓ Ce sont des enseignants sans formations et sans expériences ;
- ✓ ils sont responsables des fuites de sujets ;
- ✓ ils sont corrompus ;
- ✓ ils ne maîtrisent pas le français et cela a des impacts sur le niveau des élèves.

En revanche, pour les autres personnes de la population d'enquête, c'est-à-dire 414 (46%), ce n'est pas la faute des enseignants vacataires si les résultats aux examens officiels baissent. A leur avis :

- ✓ Il existe des enseignants vacataires qui ont des expériences,
- ✓ la qualité d'enseignement des vacataires et des titulaires sont les mêmes ;
- ✓ beaucoup d'établissements ont encore besoin des services des FRAM ;
- ✓ les enseignants FRAM sont les plus dynamiques parmi les correcteurs et les jurys aux examens ;
- ✓ le nombre des titulaires est insuffisant ;
- ✓ ils sont sérieux car ils veulent être recrutés ;
- ✓ ils suivent parfaitement le programme scolaire ;
- ✓ ils ont eu des formations à l'INFP ou dans les CRINFP.

VI. Principaux problèmes rencontrés par les enseignants-FRAM dans l'exercice de leur fonction :

Dans ce paragraphe, nous allons voir les différents obstacles auxquels ces enseignants font face dans le domaine de leur travail. Pour obtenir des résultats, nous avons demandé aux personnes enquêtées : « **Quel est d'après vous, le principal problème rencontré par les enseignants vacataires au cours de leur travail ?** ». Pour cette question, les personnes enquêtées devaient cocher dans une des cases correspondantes pour leurs réponses, c'est-à-dire qu'une personne ne doit cocher qu'une case seulement. Et parmi les choix :

- A= salaire insuffisant
- B= non régularité de la perception des salaires
- C= manque de matériels pédagogiques
- D= insuffisance de formation pédagogique
- Autres

Le tableau suivant nous donne les réponses à cette question :

Tableau 19: Les principaux problèmes rencontrés par les enseignants-FRAM dans l'exercice de leur fonction

Réponse n°06	A	B	C	D	AUTRES	TOTAL
Nombre	189	189	108	225	189	900
Pourcentage	21%	21%	12%	25%	21%	100%

Enquête de l'auteur, mai 2015.

Si nous regardons les résultats de ce tableau, nous voyons que la réponse à cette question diverge selon le choix des personnes enquêtées : 189 (21%) pour le salaire insuffisant (A), 189 (21%) pour la non régularité de l'arrivée perception des salaires (B), 108 (12%) pour le manque de matériels pédagogiques (C), 225 (25%) pour l'insuffisance de formation pédagogique (D) et 189 (21%) pour « autres », c'est-à-dire concernant les autres problèmes qui ne figurent pas dans le choix.

Cette diversité de réponses prouve que les problèmes rencontrés par les enseignants vacataires sont multiples et que ces réponses résument leur situation actuelle.

Mais le principal problème rencontré par ces ENF au cours de leur travail, selon les résultats de ce tableau est l'insuffisance de formation car le métier d'enseignant est très difficile et exige une certaine compétence. Ensuite, la non régularité de la perception de leurs salaires constitue un problème non négligeable car la subvention venant l'Etat et de l'UNICEF via OTIV n'est pas régulier. A certains moments, le salaire n'est perçu que tous les six mois, voire un an. En outre, leur rémunération est encore très insuffisante par rapport au coût de la vie. Mais il existe aussi d'autres problèmes comme la situation des ENF. En effet, il est difficile de définir le statut des enseignants vacataires. D'abord, ils ne sont pas des fonctionnaires même s'il existe une partie d'entre eux qui sont payés par des subventions venant de l'Etat et des partenaires étrangers (enseignants subventionnés). Ensuite, il est vrai qu'ils manquent de formation mais on ne peut pas les abandonner et d'ailleurs, certains parmi eux ont déjà travaillé pendant plus de 10 ans en tant que vacataires ou maitres-FRAM et que le nombre des enseignants des sortants des écoles de formation est encore faible par rapport aux besoins. Cependant, l'Etat n'a pas les moyens de les recruter tous en une seule vague, vu leur nombre important. Les enseignants FRAM ont encore de beaux jours devant eux jusqu'à la régularisation de leur situation qui ne sera pas pour demain.

VII. Solutions proposées pour améliorer la situation ENF :

La technique utilisée est la même que dans la question précédente. La question posée était : « **Quelle solution proposez-vous pour améliorer la situation des ENF ?** ». Et les personnes enquêtées devaient choisir parmi les réponses suivantes :

- A= augmentation de salaires
- B= dotation des matériels de travail
- C= donner des formations
- D= recrutement en tant que fonctionnaire
- Autres

Le tableau ci-dessous nous permet de voir les réponses :

Tableau 1: Les solutions proposées pour améliorer la situation des ENF :

Réponse n°07	A	B	C	D	AUTRES	TOTAL
Nombre	180	117	297	261	45	900
Pourcentage	20%	13%	33%	29%	5%	100%

Comme dans le tableau précédent, les réponses à cette question sont variées en fonction des personnes enquêtées. 180 des enquêtés (20%) ont choisi comme proposition de solutions l'augmentation de salaires en faveur des ENF (A), 117 (13%) la dotation de matériels de travail (B), 297 (33%) la formation des ENF (C), 261 (29%) le recrutement des ENF en tant que fonctionnaires (D) et 45 (5%) pour « autres ».

Ainsi, nous pouvons dire que les solutions proposées pour résoudre les problèmes des ENF sont nombreuses car leurs problèmes aussi sont multiples. Cependant, toujours d'après les résultats de cette enquête, il faut remarquer que c'est la formation des ENF qui domine dans les propositions car il est important qu'ils apprennent le métier d'enseignant avant de s'y intégrer.

Ensuite, le recrutement de ces ENF en tant que fonctionnaire figure en seconde liste des propositions de solutions parce que ces enseignants vacataires constituent des charges pour les parents d'élèves. Ainsi, leur intégration dans le corps des fonctionnaires permettra d'alléger les charges parentales. Par ailleurs, l'augmentation des salaires des ENF est également très importante comme solution pour améliorer leur situation ainsi que la dotation de matériels didactiques.

En effet, l'Etat doit faire beaucoup d'efforts pour résoudre les problèmes des enseignants FRAM pour améliorer leur condition de travail et de ce fait, afin de résoudre les obstacles qui entravent l'éducation à Madagascar.

VIII. OBSERVATION DE CLASSES

A part les enquêtes que nous avons menées auprès de la population cible de l'établissement d'étude, nous avons également effectué une observation de classes. Elle s'est déroulée durant le mois de mai 2015, en même temps que les enquêtes. En effet, « Observer »

est un processus incluant l'attention volontaire et l'intelligence, orienté par un objectif terminal ou organisateur et dirigé sur un objet pour en recueillir des informations³⁵

L'observation de la zone d'étude s'est effectuée au lycée J. J. RABEARIVELO. Notre objectif était donc de détecter les comportements et les méthodes pédagogiques des enseignants vacataires ainsi que la réaction des élèves pendant les séances d'apprentissage.

Tableau 21: Les variables de présage des 02 enseignants observés dans l'établissement de la zone d'étude.

Enseignants	Enseignant « A »	Enseignant « B »
Diplômes	Licence	Licence
Année d'obtention	2007	1995
Année d'entrée dans l'administration	2010	2000
Ancienneté	5 ans	10 ans
Formation reçue	Néant	Néant

Source : enquête de l'auteur, mai 2015.

D'après les variables de présage de ce tableau, nous sommes en présence de deux professeurs qui ont déjà une certaine expérience même si l'enseignant « A » possède plus de 10 ans d'ancienneté. Cependant, tous les deux n'ont pas reçu de formation pédagogique parce qu'ils sont sortant de l'Université d'Antananarivo en obtenant le diplôme de Licence. Pour l'enseignant « A », il est licencié en SVT tandis que l'enseignant « B » est licencié en Histoire-Géographie.

Ainsi, nous pouvons dire comme résumé que ces deux professeurs ont des niveaux académiques assez élevé attesté par leurs diplômes universitaires. Mais ils ont en commun les mêmes méthodes d'enseignement :

- ✓ L'enseignement magistral
- ✓ L'utilisation du malgache pendant l'explication

³⁵ DEKETELE Jean Marie et ROGERS Xavier, *Méthodologie de recueil d'information*, p.17

1. L'enseignement magistral :

Selon les remarques affichées par bon nombre de pédagogues, quelles que soient les recommandations officielles en ce qui concerne les méthodes pédagogiques à appliquer dans toutes les activités enseignantes « dans les quotidiens des classes, l'activité reste massivement centrée sur un maître tout-puissant gérant la parole... des tâches, pourvoyeur d'informations et de savoir »³⁶. Dans le cas de notre étude, la pauvreté de l'inter-langue des lycéens et leur non-maîtrise du français sur le plan des compétences linguistique et discursive constituent un facteur bloquant, empêchant toute interaction verbale, nécessaire à un enseignement efficace. Aussi, ces déficiences linguistiques, source de refus à faire participer les élèves, favorisent-elles la prédominance d'une communication purement didactique, en d'autres termes, l'utilisation de la pédagogie traditionnelle, donc centrée sur le maître dans leur conduite d'enseignement ? C'en est une mais elles ne sont pas les seules. Cependant, il se peut que le facteur bloquant soit parfois la propre méthode d'enseignement du professeur ; son comportement par exemple suscite la participation des apprenants ou prend forme d'autorité. Au fait, tout acte verbal produit par l'enseignant dans une situation de classe, est dite "fonction d'enseignement ". A l'étude scientifique de cette fonction, l'on peut déduire le comportement des enseignants dans leur pratique de classe.

³⁶ COSTE D. : “ *Les discours naturel de la classe.* ” In le Français dans le monde, Interaction et communication, n° 185, p.16

1.1.Un comportement autoritaire :

Le comportement physique d'un enseignant lors de sa prestation importe beaucoup sur l'impact pédagogique de sa méthode sur ses élèves. C'est ce que nous allons démontrer par le tableau suivant :

Tableau 22: Visualisation de différentes fonctions d'enseignement mises en œuvre par les 2 Professeurs lors des observations des 2 classes.

Variables fonction d'enseignement	Enseignants			
	« A »		« B »	
N	%	N	%	
Organisation	15	17,5	11	8,5
Imposition	63	75,5	110	85,5
Développement	2	4,5	3	2,5
Personnalisation	-	-	-	-
Feed-back+	-	-	-	-
Feed-back-	-	-	-	-
Concrétisation	2	2,5	3	3,5
Affectivité+	-	-	-	-
Affectivité-	-	-	-	-
Total	82	100	127	100

Source : enquête de l'auteur, mai 2015.

N : est le nombre total de chaque type de fonction d'enseignement.

% : représente la proportion de chaque type de fonction d'enseignement par rapport au total des actes verbaux.

L'observation de ce tableau nous permet d'avoir les résultats suivants : les fonctions d'organisation vont de 8,5 à 17,5% ; les fonctions de développement de 2 à 4,5 %; les fonctions de concrétisation de 2 % à 3,5 %. Seules les fonctions d'imposition arrivent à atteindre les 75,5 jusqu'à 85,5%.

Pour le bon déroulement du cours, le professeur doit prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet. Ce qu'il doit faire afin d'organiser tous mouvements entrepris durant la situation de classe : faire l'appel, distribuer les copies, donner différentes sortes de consignes pour ne citer que ceux-là.

Bref, l'existence de la fonction d'organisation comme il en est pour les autres, est indispensable dans une proportion normale non pas seulement pour le bon déroulement du cours mais surtout pour un apprentissage effectif de l'Histoire. Juste à cet effet, De Landsheere fait remarquer que si « les activités du maître sont constituées par des fonctions d'imposition et d'organisation qui vont au-delà de 66 %, ce qui prouve que cette activité du maître reste centrée sur lui-même »³⁷. Ce qui revient à dire qu'ici, les fonctions d'imposition/organisation dépassant le taux prévu par De Landsheere. On déduit que l'enseignant parle beaucoup, mais les élèves rarement.

1.2.Une méthode expositive :

Les résultats de ce tableau nous permet de faire les remarques suivantes: les enseignants “A” et “B”, où les taux de développement sont très faibles, allant de 4,5 % pour “A” et 2,5 % pour l'enseignant “B”. Cette faiblesse des taux de la fonction de développement montrent que les enseignants sont plutôt préoccupés par le souci de transmettre au plus vite les connaissances historiques, c'est-à-dire finir le programme, et par conséquent, ils négligent la participation des élèves à la construction du savoir. Au fait, il ne faut pas oublier que ce seront les élèves eux-mêmes qui devront construire leur savoir. En résumé, la méthode ici observée est expositive où l'utilisation de la méthode “Questions-Réponses” n'est qu'un moyen de donner un semblant d'activités aux élèves.

En fin de compte, l'activité des élèves est réduite à une simple réception passive des connaissances. De tous ces propos avancés, loin de critiquer nos aînés en exercice, tout simplement une simple déduction, l'on peut conclure que ce fait est préjudiciable à la déficience de la qualité d'enseignement. En effet, beaucoup d'éléments peuvent intervenir afin de vérifier cette hypothèse comme la violation des étapes de l'enseignement. « Il est possible que tous les élèves réalisent les apprentissages souhaités si à chacun d'eux est offert le temps dont il a besoin et si la qualité d'enseignement est amélioré »³⁸. Sans conteste, tout d'abord, il ne faut pas bousculer les élèves. Quelle que soit la langue d'enseignement utilisée, les bousculades n'apporteront que de mauvaises surprises. Plutôt il faut leur donner le temps de

³⁷ DE LANDSHEERE G. « *comment les maîtres enseignent ?* », Analyse des interactions verbales, collection pédagogie et recherche, Bruxelles, 1969, p.52

³⁸ Propos de BLOOM cité par : M ; CRAHAY : “ *L'école peut-elle être juste et efficace* ”. Edition De Boeck Université, Bruxelles, 2003, p. 329

construire leur savoir. En d'autres termes, il faut les encourager, les inciter d'une manière affective à participer afin qu'ils s'y intéressent et prennent part au déroulement des cours. Pour conclure, disons qu'à cet effet, il importe de respecter les étapes de l'enseignement.

2. L'utilisation du malgache pendant l'explication :

Bien que les textes officiels actuels préconisent le français comme langue d'enseignement dans les classes secondaires, il a été constaté que contrairement à cela, les professeurs usent entièrement le malgache dans les explications des leçons. La majorité des lycéens eux-mêmes optent pour que le professeur intervienne en malgache lors de l'explication des leçons et il est envisagé que cela résulte de leur déficience linguistique dans la participation active à l'enseignement-apprentissage de l'Histoire dans la langue d'enseignement officielle. Constatant le phénomène dès la première prise en main, au début de l'année scolaire, il n'est pas donc étonnant que les enseignants recourent à la langue maternelle de leurs élèves, le malgache, qui les met plus à l'aise et les suscite à participer activement dans l'apprentissage et d'autant plus pour faciliter leur compréhension.

La raison du choix des professeurs n'est autre que le souci de la non-compréhension de leurs élèves. De peur que les lycéens n'ont rien appris à la fin, les professeurs usent du malgache. S'il en est ainsi, il est question de conscience professionnelle mais, il ne nous appartient pas de juger nos collègues en exercice qui font face à des problèmes vis-à-vis de leurs élèves, bloqués à leur tour par des difficultés linguistiques.

Bref, par cette observation de classe, nous avons pu voir que les enseignants vacataires pratiquent la méthode magistrale en s'imposant durant le cours. Les élèves ne participent pas mais sont considérés comme des secrétaires qui prennent des notes et écoutent les explications du professeur. En outre, ils utilisent souvent le bilinguisme, surtout le malgache durant l'explication. Leur manque de formation se reflète donc dans leur méthode d'enseignement. Cette situation peut constituer un blocage dans la transmission des connaissances et la compréhension des élèves, bref pour tout le processus d'apprentissage.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Le système éducatif malgache actuel découle des différentes étapes de l'histoire de Madagascar. En effet, il a subi plusieurs transformations en fonction des régimes successifs dans la Grande Ile, avec des impacts non négligeables sur l'enseignement. Les élèves en sont les principales victimes dans leur rôle de cobaye dans l'application de ces différents changements, pour n'en citer que celles de la malgachisation durant la deuxième République ou de l'APC et l'APS durant la troisième République. Ces changements dans le système éducatif malgache ont drainé des effets positifs mais également négatifs dont : l'accroissement significatif du nombre d'enseignants. Pourtant, l'Etat n'arrive pas à combler les besoins requis en éducateurs, à l'origine de l'initiative des parents d'élèves qui ont décidé d'y pourvoir. Cette situation donne naissance aux nouveaux types d'enseignants dénommés « maitres-FRAM » ou enseignants vacataires, objet de notre thème d'étude.

Dans cette partie, les résultats des enquêtes sur ces enseignants-FRAM, les analyses et les interprétations nous ont permis de connaître les réalités sur ces types d'enseignants.

Ensuite, des observations de classes sont également effectuées dans l'établissement de la zone d'étude, ce qui a permis de découvrir les méthodes d'enseignement des ENF ainsi que les comportements des élèves pendant le cours. Ainsi, leur manque de formation se reflète dans leur manière d'enseigner.

Mais quelles solutions pouvons-nous proposer pour améliorer l'enseignement à Madagascar ?

TROISIEME PARTIE :
RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

CHAPITRE I : RECOMMANDATIONS

I. Les initiatives de résolutions d'ordre stratégique prises par l'Etat³⁹

1. Les engagements internationaux

Dans son objectif numéro 2, les Nations Unies avaient tracé par les Objectifs du Millénaire pour le Développement que d'ici à 2015, il faut donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires :

- les taux d'alphabétisation des adultes et des jeunes sont en augmentation et l'écart entre les sexes se rétrécit.
- les nouvelles données du pays montrent que le nombre d'enfants non scolarisés a diminué entre 2000 et 2011.
- le taux d'inscription des enfants dans l'enseignement primaire dans les pays en développement a atteint 90 % en 2010.

Madagascar, en tant que pays membre intégral des Nations Unies, vise aussi à atteindre ces objectifs.

Une continuité du programme EPT avec l'intervention de l'UNICEF et les partenaires techniques et financiers serait indispensable.

2. Les efforts de l'Etat Malagasy

- **L'Axe stratégique n° 4 du plan national de développement** : « Capital humain adéquat au processus de développement ».

Le PND est une orientation générale choisie par le régime du Président Hery RAJAONARIMAMPIANINA et du gouvernement du Premier Ministre Général Jean RAVELONARIVO après les cinq années de transition à Madagascar (celle du 2009). Au passage, rappelons que la transition de 2009 ne disposait pas de documents de référence en termes de développement économique et social, sauf la feuille de route du 17 septembre 2011 qui n'est qu'une convention politique. Alors, après le Programme de Développement Intérimaire de 2013, et suite aux recommandations des partenaires techniques et financiers, un nouveau plan a été conçu : le Plan National pour le Développement (PND).

³⁹ <http://www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/3845-president-hery-rajaonarimampianina-discours-integral-lors-de-son-investiture.html>

L'axe 4 de ce plan vise à « restaurer la culture de l'excellence et de l'utilité des services publics offerts et la dignité humaine en offrant entre autres des services sanitaires et d'éducation de qualité dans un environnement sain ; des opportunités pour la capitalisation du savoir-faire et des expériences des individus en adéquation avec la formation et les besoins du développement et surtout la mise en place d'un mécanisme d'accélération de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans la perspective des Objectifs Durables pour le Développement (ODD). »

Un des principes du plan c'est d'accroître la productivité afin de mieux faire contribuer la population au développement du pays, et ce par le biais d'une main d'œuvre qualifiante. En effet, devant la déscolarisation massive des enfants malgaches, la précarité et vulnérabilité sanitaire de la population, un sous-emploi massif latent et le dualisme entre un secteur formel peu génératriceur d'emplois et un secteur informel qui en crée beaucoup, le système doit faire l'objet de réajustements. En effet, le système éducatif et sanitaire est globalement défaillant avec l'insuffisance des allocations budgétaires, du nombre réduit des effectifs du corps enseignant.

Dans un triple objectif de développement humain, se doter d'un secteur social performant et d'une Nation solidaire, vise les sept (07) objectifs spécifiques suivants :

- améliorer l'accès de la population aux soins de santé de qualité ;
- se doter d'un système éducatif performant, conforme aux besoins, et aux normes internationales ;
- promouvoir et valoriser l'enseignement technique et professionnel et/ou professionnalisant ;
- assurer une formation universitaire répondant aux normes, aux besoins et à l'assurance qualité ;
- assurer l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et aux infrastructures d'assainissement (EHA) ;
- intégrer le sport et la culture dans le processus de développement ;
- renforcer la protection sociale en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables.

▪ **Le défi n°14 de la politique générale de l'Etat, mai 2015**

Reformer le système éducatif en améliorant la qualité, l'adéquation formation- emploi et l'efficacité de l'enseignement.

- Les institutions opérationnelles éducatives : Conseil National sur l'Education / le Ministère de l'Education, INFP, DNEP, PGE
- Allocation budgétaire à l'enseignement

II. La participation des parents d'élèves

L'association des parents d'élèves ou le FRAM est déjà reconnu par l'Etat dans ses actions et pour son soutien à l'éducation à Madagascar. Le budget de fonctionnement de cette association vient de la cotisation des parents d'élèves collectés à chaque début d'année scolaire. Notre recommandation est comme suit, il faut instaurer une FEDERATION NATIONALE DES FRAM pour regrouper toutes les associations FRAM aux différents niveaux. Ainsi, le bureau national cherchera le financement nécessaire pour alléger les charges des parents dans le système éducatif.

III. Amélioration de la situation des enseignants FRAM

Dans notre travail de recherche, les personnes enquêtées ont également émis des propositions de solutions selon la question n°07 : « *quelles sont vos propositions de solutions pour améliorer les conditions de travail des ENF ?* »

La principale solution pour résoudre le problème des enseignants FRAM à Madagascar demeure l'amélioration de leur salaire. Que ce soit par l'augmentation ou par la régularité du paiement. Il est constaté que 33,26% des personnes enquêtées pensent que c'est une bonne solution. Mais par ailleurs, l'amélioration de leur statut constitue aussi une bonne proposition, c'est-à-dire l'octroi de subventions pour certains, le recrutement en tant que fonctionnaire pour les autres. Il est vrai que le Ministère de l'Eduaiton Nationale, pour l'année scolaire 2013/2014, a recruté 10.000 enseignants vacataires dans le monde des fonctionnaires. Alors 29,53% des personnes pensent que c'est une bonne idée.

Certains pensent aussi, pour 20% des personnes enquêtées, que la dotation en outils de travail peut résoudre les problèmes des ENF, soit par la fourniture des matériels et outils pédagogiques. Mais d'autres affirment aussi qu'il faut donner des formations à ces enseignants par le biais des journées pédagogiques, ou recyclage auprès des CRINFP, et autres. Mais il importeraient essentiellement d'octroyer une formation professionnelle initiale avant d'intégrer le monde du travail.

Mais d'autres suggestions ont été recueillies auprès de 4% de la population enquêtée telles que :

- concours et formation avant recrutement ;
- paiement des salaires et supervision des cahiers journaliers,

- licenciement des incompétents;
- classement et catégorisation des enseignants ENF;
- organisation des échanges entre pairs.

Pour le recrutement des enseignants FRAM : la nécessité de textes relatifs aux modalités de recrutement et à la priorisation des candidats (sans appel d'offres) et absence de normes validées engendrent un manque de transparence.

Pour les subventions des ENF des EPP et pour les caisses écoles : le taux de régulation des dépenses, la clôture des comptes de dépôt des DREN ouverts auprès des Trésoreries Générales en 2009, la difficulté des services décentralisés du MEN pour appliquer la normalisation effective, l'insuffisance des liquidités disponibles au niveau de quelques points de paiement et la rétention d'information auprès des bénéficiaires sur le calendrier de paiement sont les différentes raisons du retard de paiement. Il faut permettre aux bénéficiaires de recevoir à temps leurs droits en prenant les mesures comme la collaboration étroite avec le Ministère du Budget et des Finance, les organismes financiers.

IV. Réforme des curricula

Il serait mieux de mettre en place une « Politique Nationale Relative Aux Enseignants Non Fonctionnaire » à Madagascar. Cette politique préciserait la place, le rôle, les droits, le devoir, le traitement,... des enseignants FRAM. Ceci pourra être proposé par le MEN.

Le développement de nouvelles approches pédagogiques constituerait également une solution adéquate:

- renforcement de l'application de l'Approche Par les Compétences développée (APC) en 2000 et qui a été généralisée en 2005 ;
- Approche Par les Situations (APS) développée en 2008;
- dotation d'outils et de manuels pédagogiques
- dotation de manuels pédagogiques standards à tous les ENF.

V. **Plaidoirie du dossier MADAGASCAR 2015, à l'UNICEF**

Madagascar a envoyé une demande de financement dans le cadre de l'Education Pour Tous pour l'année 2015/2016 à hauteur de 5.000.000 de dollars pour financer la subvention des ENF. Ainsi, le ministère en charge, vu la situation politique du pays doit, avec le ministère en charge des Finances et du Budget et du Ministère des Affaires étrangères effectuer une offensive diplomatique à l'égard de ce dossier.

Tableau 23: dossier de FINACEMENT EPT 2015, DRAFT DOSSIER MADAGASCAR

<i>Composante du programme</i>	<i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i>		
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Total</i>
Santé	11 250	40 000	51 250
Eau, assainissement et hygiène	6 250	17 000	23 250
Nutrition	6 250	12 000	18 250
Éducation	6 250	50 000	56 250
Protection de l'enfance	5 000	8 000	13 000
Politique sociale et protection sociale	4 900	1 900	6 800
Intersectorielle	9 415	5 100	14 515
Coûts transversaux (Opérations)	7 500	7 000	14 500
Total	56 815	141 000	197 815

Source : MEN, juillet 2015

Ce tableau nous montre le dossier de financement EPT 2015 pour Madagascar avec ses différentes composantes qui s'élèvent à 56.815.000 de dollars avec les ressources ordinaires et 141.000.000 de dollars avec les autres ressources, faisant en tout un total de 197.815.000 de dollars.

CHAPITRE II : PERSPECTIVES D'AVENIR SUR L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR

I. Des postes budgétaires prévus par la loi des finances

Les autorités malgaches dont, le ministère de l'Education Nationale tient les promesses formulées dans le domaine de l'éducation. Outre l'enrôlement de 10.000 enseignants FRAM dans les rangs des fonctionnaires, un vaste recrutement aura également lieu d'ici peu.

«25.000 enseignants dans tout Madagascar seront recrutés avant le 26 Juin 2015 »⁴⁰a fait savoir le Ministre de l'Education Nationale lors d'un discours. Il a fait savoir que tous les enseignants subventionnés de la région Boeny seront recrutés en qualité de fonctionnaires avant la fin de cette année.

«L'Éducation, moteur essentiel du développement inclusif et équitable». Tel est le thème choisi par le ministère de l'Education Nationale pour cette cérémonie de rentrée solennelle.

Le ministère de tutelle promet, par ailleurs, le traitement équitable des élèves de tout le territoire national. Ce département envisage de créer 400 salles de classe supplémentaires et de fabriquer 25 000 tables bancs qui seront répartis dans tous les établissements scolaires de toute l'île. Lors de son passage à Mahajanga, le ministre Paul Rabary a remis aux professeurs du lycée Philibert Tsiranana leur quota de tablettes numériques. Il s'agit, rappelons-le, d'une action conjointe du ministère de l'Education Nationale et du ministère des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles technologies. Ce dernier se charge de la dotation de tablettes numériques à 4 000 enseignants de 80 lycées de la Grande île.

Par ailleurs, ce recrutement d'enseignants fonctionnaires tient compte du respect des quotas. Ces derniers étant de 87 enseignants par Cisco, composés de 57 maîtres FRAM en activité, 26 sortants de l'INFP et 4 diplômés de l'Ecole Normale Supérieure. Pour ces 2 dernières catégories de candidats, la sélection se base sur des critères d'excellence (mention très bien ou bien). Rappelons que le recrutement de cette année 2014 se démarque par l'utilisation des bases de données numériques que le MEN utilise pour le paiement des subventions des maîtres FRAM, les principales cibles.

⁴⁰ Déclaration du Ministre de l'Education nationale Paul Rabary lors de la cérémonie de rentrée solennelle pour l'année scolaire 2014-2015, qui s'est déroulée le 6 novembre 2014 à Mahajanga.

II. STRUCTURATION ET DYNAMISATION D'UNE STRUCTURE EN CHARGE DES ENF

1. Pérennisation du financement des maîtres- FRAM.

Depuis 2003, l'Etat Malagasy a décidé de subventionner les maîtres FRAM, par le biais d'une indemnité mensuelle payée pendant 9 mois. Depuis cette date, par souci de normaliser le recrutement d'enseignants, la circonscription scolaire est associée aux parents d'élèves. Les quotas et les critères de recrutement sont fixés par le Ministère.

L'EPT avec l'UNICEF prennent la relève avec les partenaires techniques et financiers pour subventionner l'éducation à Madagascar. Ce programme est inscrit dans les projets sociaux et d'urgences.

2. Renforcement des formations⁴¹

Au début, les maîtres- FRAM étaient recrutés sans avoir reçu une formation initiale.

Cependant, leur participation active aux programmes de formation continue organisés à l'intention des enseignants des écoles primaires dans le cadre des journées pédagogiques est remarquable.

A partir de 2004 jusqu'en 2006, plusieurs enseignants-FRAM (2000) par an ont suivi une formation initiale d'un an dans un des 18 centres régionaux de l'institut national de formation pédagogique (CRINFP) : 6 mois de cours intra-muros et 6 mois de stage pratique en alternance dans les écoles. À l'issue de leur formation, ils avaient le statut de contractuels de l'Etat pendant 6 ans, avant d'accéder au statut de fonctionnaire.

Durant l'année 2005, 7500 nouveaux maîtres-FRAM ont reçu une formation initiale courte de 12 jours, qui concerne surtout la tenue d'une classe.

⁴¹ D'après le Président de l'association des enseignants-FRAM

LA DOTATION DE NOUVEAUX MATERIELS, A TITRE DE MOTIVATION

1. L'utilisation des nouvelles technologies

L'Etat malgache s'est intégré dans la dimension de la nouvelle technologie des systèmes éducatifs. Une convention de partenariat portant sur la poursuite des remises tablettes numériques aux lycées, articulée d'une dotation de matériels informatiques, de postes téléviseurs numériques, ainsi de smartphones. L'accord a été signé le mercredi 2 Juillet 2015 entre le Ministère de l'Education Nationale (MEN) et celui de la Poste, de la Télécommunication et des Nouvelles Technologies qui prévoit en outre l'électrification des établissements bénéficiaires par source d'énergie renouvelable. Des installations de matériels de production d'énergie solaire sont de ce fait planifiées. L'objectif est d'améliorer la qualité de l'enseignement à Madagascar.

Photo n° 07: photos signature entre le MEN et le MPT



Source : site web MEN

2. La dotation des motos pour les ZAP

Les initiatives du Ministère de l'Education Nationale (MEN) a reçu l'appui des partenaires techniques et financiers dont la Banque Mondiale pour la mise en œuvre du Plan sectoriel et le Plan intérimaire de l'Education.

A cette occasion, le Président de la République a remis avec les partenaires financiers, dont la Banque Mondiale, l'Union Européenne et l'UNICEF, pour leur soutien au secteur de l'Education à Madagascar des motos pour plus de célérité dans les actions de supervision.

L'Unité d'Appui technique au Programme Education pour tous (UAP-EPT) est chargée de la mise en œuvre et de la gestion financière du Projet d'Appui d'Urgence à l'Education pour Tous (PAUET) et du Projet d'Appui d'Urgence aux Services Essentiels de l'Education, de la Nutrition et de la Santé (PAUSENS). Les 12 régions d'intervention du PAUET sont : Alaotra-Mangoro, Analamanga, Atsinanana, Betsiboka, Boeny, Bongolava, Diana, Ihorombe, Itasy, Melaky, Sofia et Vakinankaratra. En ce qui concerne les activités de nutrition scolaire : Anosy, Androy et Atsimo Andrefana. Les 5 régions d'intervention du PAUSENS sont : Androy, Atsimo-Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, Haute Matsiatra et Amoron'i Mania.

Photo n° 08: Le Président de la République lors la remise des motos au MEN



Source : recherche personnelle de l'auteur, juillet 2015.

Les nouveaux matériels roulants, à savoir les motos offertes par le Président de la République aux chefs ZAP permettront de mieux surveiller le personnel de différents établissements répartis à travers l'île. Ainsi, les rendements vont s'accroître avec les résultats scolaires.

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

Afin d'améliorer le système éducatif et la qualité de l'enseignement à Madagascar, quelques suggestions sont proposées. En effet, l'étude a révélé plusieurs anomalies dans le système éducatif malgache que ce soit au niveau du processus d'enseignement ou dans l'administration générale de l'enseignement ou bien dans l'environnement scolaire des élèves.

D'abord, au niveau de l'Etat, il existe des initiatives d'ordre stratégique comme les engagements internationaux à travers l'OMD (Objectif du Millénaire pour le Développement), concrétisé par l'EPT (Education Pour Tous) mais qui a connu des problèmes à cause de la crise de 2009. On peut citer également, les efforts de l'Etat malagasy par l'intermédiaire du PND (Plan National de Développement) qui est une orientation générale choisie par régime du président Hery RAJAONARIMAMPIANINA dont le principe fondamental consiste à accroître la productivité afin de mieux contribuer la population dans le développement du pays, et ce par le biais d'une main d'œuvre qualifiante afin de se doter d'un système éducatif et performant, conforme aux besoins, et aux normes internationales. Ensuite vient le défi n° 14 de la politique générale de l'Etat qui s'engage à réformer le système éducatif en améliorant la qualité, l'adéquation formation- emploi et l'efficacité de l'enseignement. La participation des parents d'élèves n'est pas en reste par le biais de la Fédération Nationale des FRAM ainsi que l'amélioration de la situation des enseignants-FRAM par différents moyens comme la formation continue, l'augmentation de salaire, la dotation d'outils de travail,.... La réforme des curricula ou programme scolaire est également proposé par l'application de nouvelles approches, l'augmentation du budget de fonctionnement des établissements de l'enseignement secondaire qui est très faible, plaider en faveur du dossier de Madagascar auprès de l'UNICEF pour la poursuite de l'EPT.

Concernant les perspectives d'avenir sur l'enseignement à Madagascar, la mise en place des postes budgétaires pour le recrutement de nouveaux enseignants, en particulier les enseignants-FRAM est une décision très importante. En outre, une orientation politique du régime en place qui favorise l'éducation constitue également une bonne initiative. Par ailleurs, une structuration et dynamisation de la structure en charge des ENF par la pérennisation du financement des maitres-FRAM et le renforcement de la formation est un effort louable de la part de l'Etat. Enfin, l'utilisation de nouvelles technologies et la dotation de matériels roulants comme des motos aux chefs ZAP constitue un nouvel élan pour le système éducatif malgache, afin d'accroître les rendements.

CONCLUSION GENERALE

La présence des maitres-FRAM ou enseignants vacataires dans le système éducatif malgache n'est pas un fait nouveau. Elle a pris naissance dans les années 80, durant la deuxième République. La plupart des établissements publics malgaches sont touchées par ce phénomène. Plusieurs facteurs ont favorisé cette situation : d'une part au niveau institutionnel, par le rôle de l'Etat à travers les différentes lois sur la réforme de l'enseignement à Madagascar et d'autre part la pression des bailleurs de fonds qui imposent à l'Etat malgache le « gel des fonctionnaires ».

En effet, ces diverses législations sur la réforme de l'éducation dans la Grande île ont favorisé la construction de nouvelles salles de classe alors que le recrutement des enseignants fonctionnaires n'arrive pas à suivre le rythme. Du coup, le nombre d'enseignants titularisés au sein des établissements publics malgaches commence à baisser, vu les nombreux retraités qui ne sont pas remplacés à cause du gel des fonctionnaires par la Banque Mondiale et le FMI par restriction budgétaire. Face à cette situation, les parents d'élèves n'ont d'autres choix que de prendre en charge le paiement des salaires de ces enseignants, d'où leur appellation de « maitres-FRAM », c'est-à-dire des enseignants payés par l'association des parents d'élèves. Heureusement, à partir de 2003, grâce à l'appui de différents partenaires étrangers, l'Etat décide de payer les salaires d'une partie de ces nouveaux types d'enseignants par des subventions . Plusieurs mesures sont également prises pour améliorer la situation des maitres-FRAM et afin d'alléger les charges parentales et pour une bonne efficacité dans leur condition de travail. Dans ce mémoire, des enquêtes sont également effectuées afin d'évaluer la connaissance des maitres-FRAM auprès de la société. Ainsi, nous avons établi des questionnaires pour différentes entités de la vie scolaire comme les élèves, les enseignants, le personnel administratif et les parents d'élèves. Après l'analyse des données recueillies et l'interprétation des résultats, nous sommes en mesure d'avancer que la présence des « maitres-FRAM » dans le système éducatif malgache est un fait incontournable d'ici quelques années, c'est-à-dire dans le court terme. Et la majorité des personnes enquêtées sont conscientes de cette situation (74% des enquêtées) malgré leur manque de formation initiale pour exercer le métier d'enseignant. Selon toujours nos enquêtes, la majorité des personnes enquêtées font confiance à ces enseignants-FRAM (53%) et elles pensent que leur présence dans les établissements publics malgaches n'a pas d'impacts sur les résultats des examens officiels (BEPC, BAC).

Ce qui confirme notre première hypothèse que le recours au service des enseignants vacataires est inévitable à Madagascar pour le court terme. Pour la deuxième hypothèse qui dit que les maitres-FRAM seraient incomptétents, elle est également confirmée par nos enquêtes dont la plupart des enquêtés sont reconnaissantes aux services offerts par ces auxiliaires de l'éducation. Néanmoins, nous sommes conscients que les enseignants-FRAM constituent des obstacles pour l'enseignement dans le long terme, c'est-à-dire pour l'avenir. Cette situation est vérifiée lors des observations de classes que nous avons effectuées dans l'établissement de la zone d'étude. En effet, ils rencontrent de nombreux problèmes comme le manque de formation qui se reflète dans leur méthode d'enseignement, le problème de salaire, l'insuffisance de supervision de la part des conseillers pédagogiques ainsi que le problème sur leur statut (subventionné, fonctionnaire). Ainsi, nous avons apporté quelques solutions pour mettre fin aux difficultés de ces enseignants qualifiés de « remplacement » et aussi pour améliorer le système éducatif malgache. D'abord, au niveau institutionnel, les initiatives de résolutions d'ordre stratégique prise par l'Etat qui se présentent par les engagements internationaux, les efforts de l'Etat malagasy, et la participation des parents d'élèves. Ensuite, l'amélioration de la situation des enseignants-FRAM concrétisée par l'amélioration de leurs salaires, l'observation de leur statut, la dotation en matériels de travail mais surtout leur formation. Viennent également nos recommandations personnelles à travers la réforme des curricula au niveau pédagogique et l'augmentation du budget de fonctionnement des CEG.

Enfin, concernant les perspectives d'avenir sur l'enseignement à Madagascar, plusieurs mesures prises par l'Etat méritent d'être soutenues comme la mise en place de postes budgétaires pour le recrutement des maitres-FRAM, l'élaboration d'une structure pour la prise en charge des ENF ainsi que la dotation de nouveaux matériels afin de motiver les agents pour la supervision de l'enseignement tels que les chefs ZAP.

Au terme de ce travail, il est à noter que de nombreux points restent inexplorés et que d'autres questions surgissent. Ainsi, il convient donc de poursuivre le travail sur une plus longue période avec une méthodologie plus rigoureuse. Quoi qu'il en soit, nous souhaitons qu'une étude plus approfondie sur le sujet puisse venir.

Pour terminer, malgré une expérimentation qui s'est limitée seulement à un établissement scolaire, cette étude nous met en diapason face aux réalités vécues par les enseignants vacataires et à montrer les lacunes auxquelles le monde de l'enseignement malgache fait face. Mais nous espérons que les quelques informations présentées dans ce travail de recherche pourraient servir à l'avenir, comme outil de base pour d'autres études axées sur ce domaine.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages Généraux :

- ANONYME, *La cité des milles*, CITE/Tsipika, 1998, pp. 11-12.
- BOITEAU (P) : *Contribution à l'étude de la nation malgache*, Editions sociales, Paris 1958, 85 p.
- FOURNET (G.C.) : *Vivre à Tananarive, géographie du changement de la capitale malgache*, 2004, 45 p.
- MONOGRAPHIE DE LA REGION ANALAMANGA, CREAM, Février 2003
- PLAN INTERIMAIRE DE L'EDUCATION (2013 – 2015) : Lettre d'endossement par les membres du groupe local des partenaires à l'éducation, Madagascar, Février 2013.
- RALAIMIHOATRA (E) : Histoire *de Madagascar*, p.59.
- RAMAMONJISOA (J) : *Antananarivo : étude de croissance urbaine*, pp.28-111. 1972

2. Ouvrages spécifiques :

- DEKETELE Jean Marie et ROGERS Xavier, *Méthodologie de recueil d'information*, p.17
- DE LANDSHEERE G. « *comment les maîtres enseignent?* », Analyse des interactions verbales, collection pédagogie et recherche, Bruxelles, 1969, p.52
- DUBOIS (Jean-Marie) : *Les cahiers du SIST, la rédaction scientifique de mémoires et de thèses : forme régulière et par articles*, Edition Estern, Belgique, 2004, p.86
- EXAMEN NATIONAL 2015 POUR L'EDUCATION POUR TOUS, Madagascar, Mai 2015
- ROHEN *d'Aiglepierre*, « *Exclusion scolaire et moyens d'inclusion au cycle primaire à Madagascar* », UNICEF, Février 2012
- INSTAT : Modèle de projection démographique-variante.
- Diane COURY et Nelly RAKOTO-TIANA MADAGASCAR: « *en marche vers l'éducation primaire universelle pour tous ?* », Edition IRD, Marseille 2010.
- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE: « *repère statistique* », Direction de la Planification de l'Education, MEN, 2009
- PROJET « *éducation pour tous à Madagascar* » EPTM, Madagascar, Décembre 2005.
- Propos de BLOOM cité par : M ; CRAHAY : “ *L'école peut-elle être juste et efficace* ”. Edition De Boeck Université, Bruxelles, 2003, p. 329

WEBOGRAPHIE

- <http://fr.africatime.com/madagascar/articles/education-greve-des-enseignants-fram-ce-jou>
- <http://tools.wmflabs.org/geohack/geohack.php>
- Encyclopédie Encarta 2009, Microsoft Corporation.
- [http:// www.monde-diplomatique](http://www.monde-diplomatique)
- [http:// www.monde-diplomatique](http://www.monde-diplomatique)
- <http://www.ibe.unesco.org/>

ANNEXES

N°	TENEUR
I	Loi N° 94-025 du 17 Novembre 1994 relative au Statut Général des agents non encadrés de l'Etat
II	Loi 94-033 du 1995 du 15 mars 1995 portant orientation générale du Système d'éducation et de formation à Madagascar
III	LOI N° 2014-011 DU 14 AOUT 2014 PORTANT LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2014, Présidence de la République de Madagascar, promulgué le 14 Aout 2014.
IV	CIRCULAIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE 2015, Ministère des Finances de Madagascar, 30 Décembre 2014.

FANONTANIANA HO AN'NY MPAMPIANATRA

1. Fantatrao ve ny atao hoe “mpampianatra FRAM” (maître-FRAM)? ENY TSIA
Raha ENY , hazavao

.....
.....
.....
.....
.....
.....

2. Aminao, ilaina ve ny fisian’izy ireny any @ toeram-pianarana? ENY TSIA
Raha TSIA, inona no antony?

.....
.....
.....
.....

3. Mitovy @ fampianarana ataon’ny mpampianatra hafa ve ny asan’ny “mpampianatra-FRAM”? ENY TSIA
Raha TSIA, hazavao:

.....
.....
.....
.....
.....

4. Mety miteraka voka-dratsiny eo @ lafiny fampianarana ve ny fisian’ny “mpampianatra-FRAM”? ENY TSIA
Raha ENY, inona no antony?

.....
.....
.....
.....

5. Misy fiantraikany ratsy eo @ voka-panadinana (BEPC, BACC) ve ny fisian'ny “mpampianatra-FRAM” miasa any @ireny sekolim-panjakana ireny? ENY TSIA
Raha ENY,
hazavo.....
.....
.....

Raha TSIA,
hazavao.....
.....
.....

6. Inona no neverinao fa olana sedrain’ny “mpampianatra-FRAM” eo @ fanatanterahana ny asany? Karama tsy ampy karama tsy tonga ara-potoana fitaovana tsy ampy tsy fahampian’ny fiofanana manokana momba ny fampianarana? hafa
-
.....
.....

7. Inona no vahaolana arosonao mba hamahana ny olana momba ireo “mpampianatra-FRAM” ireo? Fampiakarana ny karama fanampiana ara-pitaovana fanomezana fiofana fandraisana azy ireo ho mpiasam-panjakana hafa
-
.....
.....

FANONTANIANA HO AN’NY RAY AMAN-RENY

1. Fantatrao ve ny atao hoe “mpampianatra FRAM” (maître-FRAM)? ENY TSIA
Raha ENY , hazavao
-
.....
.....

2.Aminao, ilaina ve ny fisian'izy ireny any @ toeram-pianarana? ENY TSIA
Raha TSIA, inona no antony?.....

3. Mitovy @ fampianarana ataoñ'ny mpampianatra hafa ve ny asan'ny "mpampianatra-FRAM"?
ENY TSIA

Raha TSIA, hazavao:

4. Mety miteraka voka-dratsiny eo @ lafiny fampianarana ve ny fisian'ny "mpampianatra-FRAM"? ENY TSIA

Raha ENY, inona no antony?

5. Misy fiantraikany ratsy eo @ voka-panadinana (BEPC, BACC) ve ny fisian'ny "mpampianatra-FRAM" miasa any @ireny sekolim-panjakana ireny? ENY TSIA
Raha ENY

hazavo...

Raha TSIA,
hazavao.....
.....
.....

6. Inona no neverinao fa olana sedrain'ny "mpampianatra-FRAM" eo @ fanatanterahana ny asany? Karama tsy ampy karama tsy tonga ara-potoana fitaovana tsy ampy tsy fahampian'ny fiosanana manokana momba ny fampianarana? hafa
.....
.....
.....
7. Inona no vahaolana arosonao mba hamahana ny olana momba ireo "mpampianatra-FRAM" ireo? Fampiakarana ny karama fanampiana ara-pitaovana fanomezana fiosana fandraisana azy ireo ho mpiasam-panjakana hafa
.....
.....
.....

FANONTANIANA HO AN'NY MPIANATRA

1. Fantatrao ve ny atao hoe "mpampianatra FRAM" (maître-FRAM)? ENY TSIA
Raha ENY , hazavao
.....
.....
.....
.....
.....
2. Aminao, ilaina ve ny fisian'izy ireny any @ toeram-pianarana? ENY TSIA
Raha TSIA, inona no antony?
.....
.....
.....
.....
3. Mitovy @ fampianarana atao'ny mpampianatra hafa ve ny asan'ny "mpampianatra-FRAM"? ENY TSIA
Raha TSIA, hazavao:
.....
....

4. Mety miteraka voka-dratsiny eo @ lafiny fampianarana ve ny fisian'ny "mpampianatra-FRAM"? ENY TSIA
Raha ENY, inona no antony?
.....
.....
.....
.....

5. Misy fiantraikany ratsy eo @ voka-panadinana (BEPC, BACC) ve ny fisian'ny "mpampianatra-FRAM" miasa any @ireny sekolim-panjakana ireny? ENY TSIA
Raha ENY,
hazavo.
.....
.....
.....
.....

Raha TSIA,
hazavao.
.....
.....
.....
.....

6. Inona no heverinao fa olana sedrain'ny "mpampianatra-FRAM" eo @ fanatanterahana ny asany? Karama tsy ampy karama tsy tonga ara-potoana fitaovana tsy ampy tsy fahampian'ny fiofanana manokana momba ny fampianarana? hafa
.....
.....
.....

7. Inona no vahaolana arosonao mba hamahana ny olana momba ireo "mpampianatra-FRAM" ireo? Fampiakarana ny karama fanampiana ara-pitaovana fanomezana fiofana fandraisana azy ireo ho mpiasam-panjakana hafa
.....

FANONTANIANA HO AN'NY MPANDARHARAHA (Personnel administratif)

1. Fantatrao ve ny atao hoe “mpampianatra FRAM” (maître-FRAM)? ENY TSIA
Raha ENY , hazavao

.....
.....
.....
.....

2. Aminao, ilaina ve ny fisian'izy ireny any @ toeram-pianarana? ENY TSIA
Raha TSIA, inona no antony?

.....
.....
.....

3. Mitovy @ fampianarana ataon'ny mpampianatra hafa ve ny asan'ny "mpampianatra-FRAM"?
ENY TSIA
Raha TSIA, hazavao:

.....
.....
.....

4. Mety miteraka voka-dratsiny eo @ lafiny fampianarana ve ny fisian'ny "mpampianatra-FRAM"? ENY TSIA
Raha ENY, inona no antony?

.....
.....
.....
.....

5. Misy fiantraikany ratsy eo @ voka-panadinana (BEPC, BACC) ve ny fisian'ny "mpampianatra-FRAM" miasa any @ireny sekolim-panjakana ireny? ENY TSIA
Raha ENY,
hazavo.....

Raha TSIA,
hazavao.....

6. Inona no heverinao fa olana sedrain'ny "mpampianatra-FRAM" eo @ fanatanteraha ny asany? Karama tsy ampy karama tsy tonga ara-potoana fitaovana tsy ampy tsy fahampian'ny fiofanana manokana momba ny fampianarana? hafa

.....

.....

.....

7. Inona no vahaolana arosonao mba hamahana ny olana momba ireo "mpampianatra-FRAM" ireo? Fampiakarana ny karama fanampiana ara-pitaovana fanomezana fiofana fandraisana azy ireo ho mpiasam-panjakana hafa

PLAN DE MASSE DU LYCEE J. J. RABEARIVELO

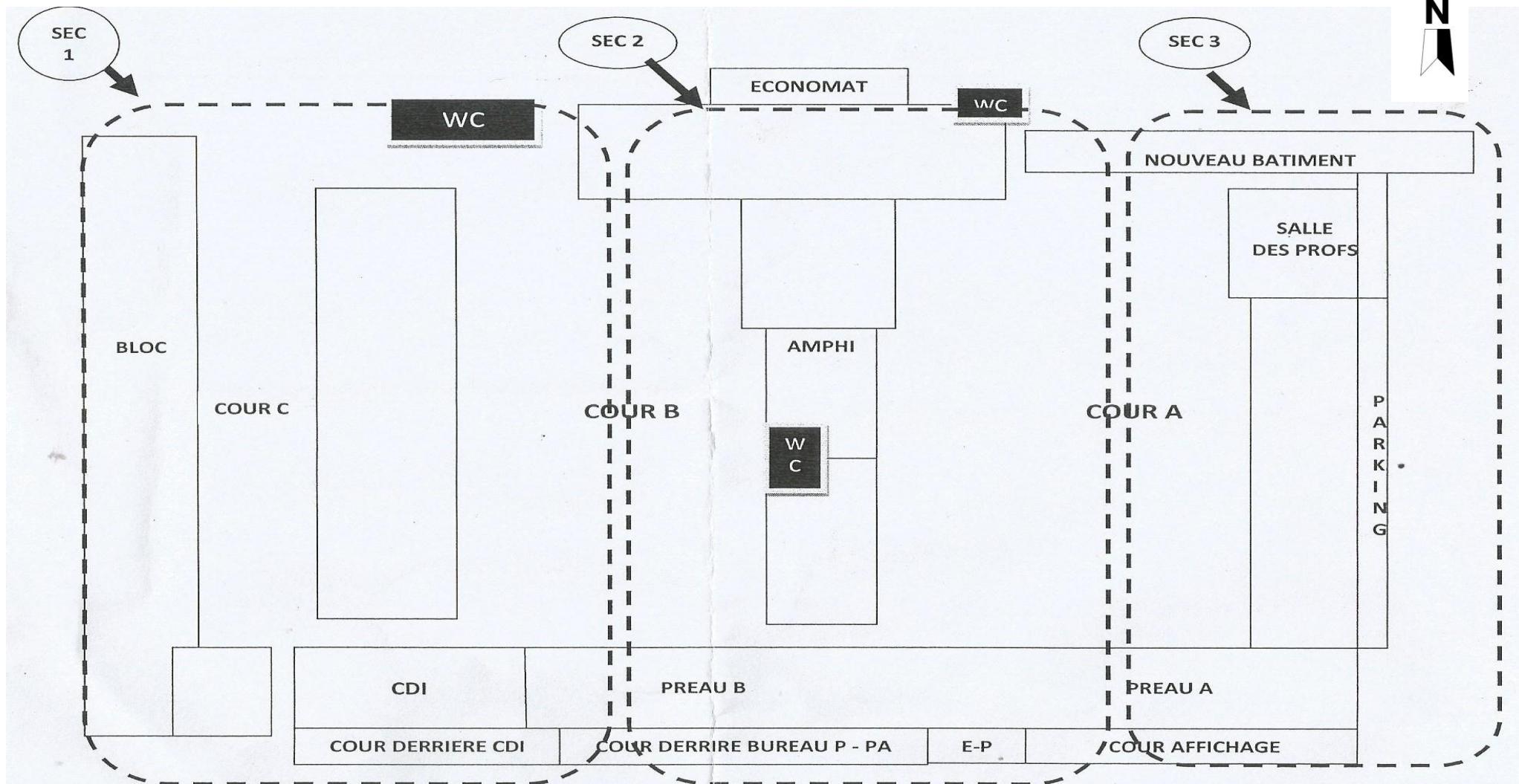


TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....	3
GLOSSAIRE	6
LISTE DES ABREVIATIONS.....	8
LISTE DES PHOTOS.....	1
LISTE DES TABLEAUX.....	2
LISTE DES FIGURES.....	3
SOMMAIRE	4
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET DESCRIPTION GENERALE DU CADRE D'ETUDE	4
CHAPITRE I : METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET REPERES THEORICO-CONCEPTUELS.....	5
I. Programme de recherche et déroulement de l'enquête	5
1. Le déroulement de l'enquête	5
2. Acquis techniques pendant l'enquête	7
II. METHODOLOGIE DE COLLECTE DE DONNEES	8
1. Méthode d'approche qualitative.....	8
2. Population étudiée	8
3. Recueil de données.....	9
○ <i>L'élaboration du questionnaire</i>	9
4. Méthode d'approche quantitative.....	10
4.1. <i>Le dépouillement</i>	10
4.2. <i>Saisie des données du dépouillement</i>	10
5. L'analyse des données par l'approche mixte	10
III. Les notions théoriques.....	11
1. L'éducation et l'enseignement	11
2.1. La définition de l'éducation	11
2.2. La définition de l'enseignement.....	11
2.3. Le système éducatif.....	12
CHAPITRE II : DESCRIPTION GENERALE DU CADRE D'ETUDE.....	13
I. ANALAKELY ET SES SPECIFICITES	13
1. Un quartier historique.....	13

2.	Un emplacement au cœur de la ville basse d'Antananarivo	14
3.	Une fonction commerciale stratégique	14
I.	L'ENVIRONNEMENT SCOLAIRE	15
1.	Présentation du Lycée J. J. Rabearivelo	15
1.1.	Son emplacement	15
1.2.	Un survol historique :	16
1.2.1.	Qui est J. J. RABEARIVELO ?	16
1.2.2.	Historique de l'établissement	17
II.	LA POPULATION SCOLAIRE DU Lycée J. J. RABEARIVELO	20
2.1.	Le personnel administratif et technique	20
2.2.	Le corps enseignant	22
III.	LES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES	27
3.1.	Les bâtiments scolaires	28
3.2.	Les bâtiments administratifs :	28
3.3.	Les infrastructures sportives :	29
3.4.	Autres bâtiments et infrastructures scolaires	29
	CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	31
	DEUXIEME PARTIE :	32
	ETATS DES LIEUX SUR LES REALITES DES ENSEIGNANTS-FRAM	32
	CHAPITRE I : LE SYSTEME EDUCATIF A MADAGASCAR	33
I.	LA PRESENTATION GENERALE DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE	33
1.	Structure et organisation du système d'éducation	35
1.1.	Enseignement pré- primaire :	35
1.2.	Enseignement primaire :	35
1.3.	Enseignement secondaire :	35
1.4.	Enseignement supérieur	36
2.	L'effectif du personnel enseignant à Madagascar	37
2.1.	L'effectif du personnel enseignant dans le secteur public	37
2.2.	Le nombre des établissements éducatifs à Madagascar	38
II.	REALITES SUR LA SITUATION DES ENSEIGNANTS FRAM	39
1.	Qu'est-ce qu'un enseignant FRAM ?	39
1.1.	Leurs origines	40
1.2.	Différentes lois mises en place par le Ministère de l'Education sur la réforme du système éducatif et la pression des bailleurs de fonds	40

1.2.1.	Loi 78-040 du 17 juillet 1978.....	40
1.2.2.	Loi 94-033 du 15 mars 1995	40
1.2.3.	Lois N° 2004-004 du 26 juillet 2004 et N° 2008-011 du 17 juillet 2008 (EPT : Education Pour Tous):	41
1.2.4.	La pression des bailleurs sur le « gel des fonctionnaires »	42
2.	L'évolution de la situation des enseignants-FRAM :.....	42
2.1.	L'octroi de subventions :.....	42
2.2.	Formation initiale et continue à renforcer	43
2.3.	Leur recrutement	44
2.4.	L'effectif des enseignants-FRAM.....	44
2.5.	Paiement de leur salaire	45
CHAPITRE II : ANALYSE DES RESULTATS ET LEURS INTERPRETATIONS		47
I.	Connaissance des enseignant-FRAM :.....	47
II.	Nécessité de recourir aux services des enseignants-FRAM :.....	48
III.	Qualité de services offerts par les enseignants-FRAM :.....	49
IV.	Impact négatif sur l'enseignement de l'existence des enseignants vacataires:	50
V.	Impact négatif de l'existence des enseignants vacataires sur les résultats des examens officiels (BEPC, BACC).	51
VI.	Principaux problèmes rencontrés par les enseignants-FRAM dans l'exercice de leur fonction :	53
VII.	Solutions proposées pour améliorer la situation ENF :.....	54
VIII.	OBSERVATION DE CLASSES	55
1.	L'enseignement magistral :	57
1.1.	Un comportement autoritaire :	58
1.2.	Une méthode expositive :.....	59
2.	L'utilisation du malgache pendant l'explication :.....	60
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE.....		61
TROISIEME PARTIE :		62
RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES.....		62
CHAPITRE I : RECOMMANDATIONS.....		63
I.	Les initiatives de résolutions d'ordre stratégique prises par l'Etat	63
1.	Les engagements internationaux	63
2.	Les efforts de l'Etat Malagasy	63
II.	La participation des parents d'élèves	65

III.	Amélioration de la situation des enseignants FRAM.....	65
IV.	Réforme des curricula	66
V.	Plaidoirie du dossier MADAGASCAR 2015, à l'UNICEF	67
	CHAPITRE II : PERSPECTIVES D'AVENIR SUR L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR	68
I.	Des postes budgétaires prévus par la loi des finances.....	68
II.	STRUCTURATION ET DYNAMISATION D'UNE STRUCTURE EN CHARGE DES ENF.....	69
1.	Pérennisation du financement des maitres- FRAM.	69
2.	Renforcement des formations	69
III.	LA DOTATION DE NOUVEAUX MATERIELS, A TITRE DE MOTIVATION ...	70
1.	L'utilisation des nouvelles technologies	70
2.	La dotation des motos pour les ZAP	70
	CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE	72
	CONCLUSION GENERALE	73
	BIBLIOGRAPHIE	i
	ANNEXES	iii
	FANONTANIANA HO AN'NY MPAMPIANATRA.....	iv
	FANONTANIANA HO AN'NY RAY AMAN-RENY	v
	FANONTANIANA HO AN'NY MPANDARHARAHA (Personnel administratif)	ix
	PLAN DE MASSE DU LYCEE J. J. RABEARIVELO.....	i
	TABLE DES MATIERES	i

RESUME

Auteur : RANADISON Luc Zico

Contact : 034 66 382 86 / 033 32 686 89

Titre du mémoire : La situation des enseignants- FRAM : cas du Lycée Jean Joseph RABEARIVELO, dans la circonscription scolaire d'Antananarivo-Renivohitra.

Nombre de page : 74

Nombre de tableau : 23

Nombre d'annexes : 05

Nombre de figure : 05

Nombre de référence bibliographiques :17

L'éducation est le principal levier pour développement d'un pays. Pour Madagascar, la majorité des éducateurs sont constituées par les enseignants-FRAM, surtout dans le niveau primaire avec plus de la moitié de l'effectif. Le lycée J. J. RABEARIVELO est choisi comme zone d'étude. Cet établissement est implanté dans le quartier commercial d'Analakely qui est très spécifique du point de vue historique (avec le célèbre marché du « Zoma ») ou sur son emplacement au cœur d'Antananarivo, dans la ville basse, ainsi que sa fonction commerciale, très prisée des marchands informels.

Concernant la méthodologie de recherche, elle s'est basée sur les enquêtes qui se sont déroulées au sein de ce grand lycée tananarivien du mois de janvier au mois de décembre ainsi que les observations de classe. Elles nous ont permis de constater les réalités vécues par ces enseignants et de donner des résultats et des conclusions. En effet, ils sont encore incontournables, malgré leur manque de formation. Des solutions et des recommandations sont proposées que ce soit au niveau pédagogique qu'institutionnel afin de remédier aux problèmes du système éducatif malgache.

Mots-clés : Education, enseignement, enseignant - FRAM

Rapporteur : Madame RAHONINTSOA Elyane, Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo

Adresse de l'auteur : Lot VT 17 AMPAHATEZA AMBOHIPO